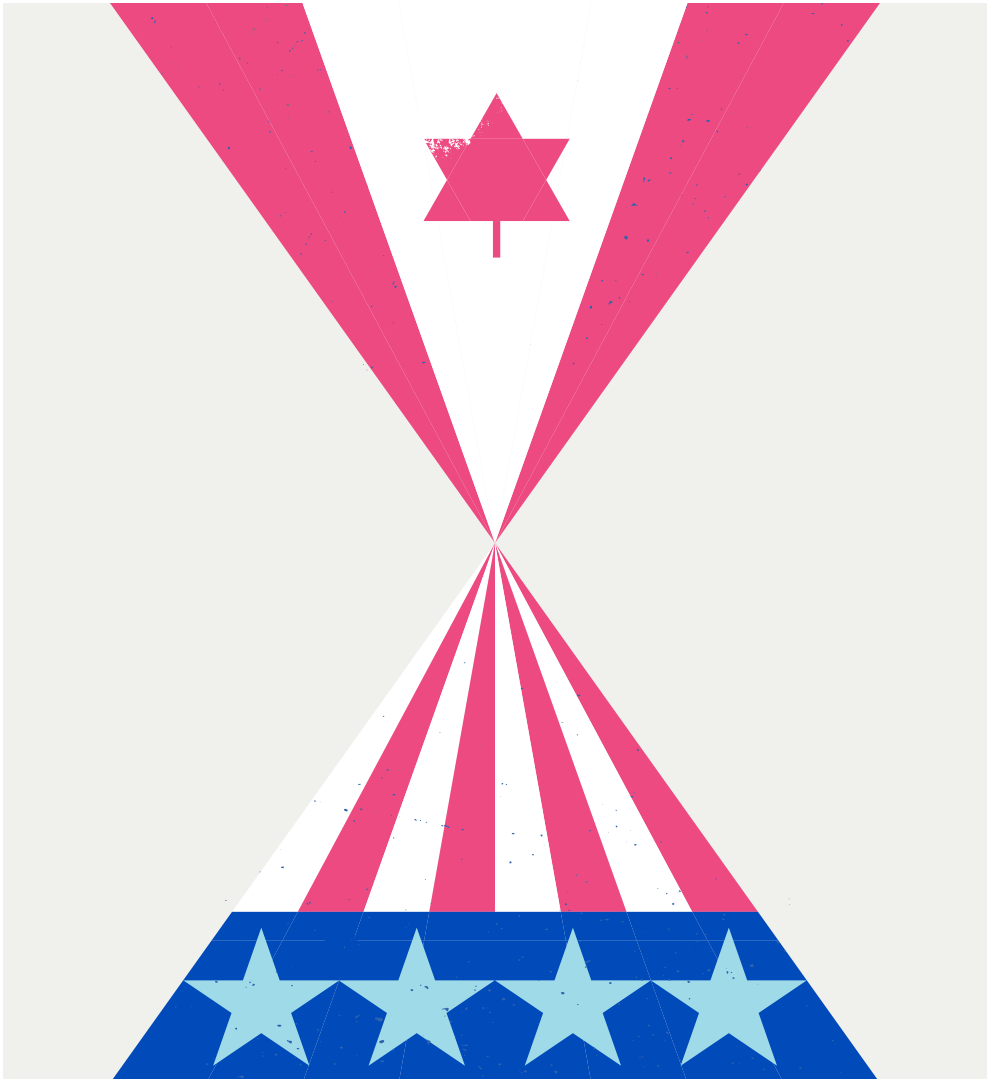




Peser plus

Une stratégie canadienne
pour des États-Unis en mutation

PAR EDWARD GREENSPON | JANICE STEIN | DREW FAGAN





Le Forum des politiques publiques travaille à l'amélioration des résultats des politiques canadiennes en collaboration avec les élus et les fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement, le secteur privé, les syndicats, les établissements d'enseignement supérieur, les ONG et les groupes autochtones. Organisation non partisane portée par ses membres, le FPP œuvre « de l'inclusion à la conclusion » en organisant des débats sur des questions politiques fondamentales et en préconisant de nouvelles options et des voies à suivre. Depuis plus de 30 ans, le FPP supprime les barrières entre les secteurs, contribuant ainsi à des changements appréciables qui permettent de construire un meilleur Canada. | ppforum.ca/fr



La Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto se distingue comme un leader dans la recherche interdisciplinaire, l'enseignement et l'engagement mondial. Fondée en 2010 grâce à un don historique de Peter et Melanie Munk, la Munk School s'est fixé pour mission de tracer la voie en diffusant des idées novatrices destinées à résoudre les défis majeurs auxquels la communauté mondiale est confrontée. | munkschool.utoronto.ca



@ppforumca

130, rue Albert, bureau 1400 | Ottawa, Canada K1P 5G4 | 613-238-7858

© 2024. Forum des politiques publiques



Table des matières

06

Résumé

Une nouvelle école de pensée soutient que le Canada n'a jamais été aussi seul dans le monde. En tout respect, nous ne sommes pas de cet avis. Il est vrai que les nouveaux défis ne manquent pas au niveau international, mais les nouvelles occasions de mettre en valeur les atouts du Canada ne manquent pas non plus. Pour profiter pleinement de ces opportunités, nous devons aligner nos intérêts nationaux sur ceux de nos partenaires les plus proches, en particulier les États-Unis, et transformer ainsi nos avantages clés en atouts stratégiques.

10

Chapitre 1

Problèmes + opportunités
= besoin stratégique

16

Chapitre 2

Peser plus grâce à des
stratégies sectorielles

20

Chapitre 3

Les quatre Pactes de
l'auto 2.0 entre le Canada
et les États-Unis

22

3a. Peser plus grâce à
un Pacte de l'auto 2.0 pour
la défense

28

3b. Peser plus grâce à
un Pacte de l'auto 2.0 pour
les minéraux critiques

32

3c. Peser plus grâce à
un Pacte de l'auto 2.0 pour
l'énergie et l'environnement

40

3d : Peser plus grâce à
un Pacte de l'auto 2.0 pour
les technologies de pointe

44

Conclusion
Notes en fin de texte
Remerciements



ÉDITION NUMÉRIQUE

Télécharger une
version numérique
de ce rapport [ici](#).

Auteurs

Edward Greenspon | Janice Stein | Drew Fagan



Edward Greenspon

Edward Greenspon est président-directeur général du Forum des politiques publiques.

Il a été journaliste pendant de nombreuses années au *Globe and Mail*, à Bloomberg News et dans l'Ouest canadien. Comme journaliste et rédacteur en chef, il a travaillé dans le domaine des affaires et de l'économie; il a été correspondant à l'étranger et chef du bureau d'Ottawa et rédacteur en chef du *Globe*. Il a réalisé des reportages dans 10 provinces, deux territoires et plus de 20 pays.

Ed est également l'auteur de deux livres sur la politique et la société canadiennes et d'un certain nombre d'articles et de rapports importants sur la géopolitique, le commerce, l'énergie, l'économie et l'évolution du paysage de l'actualité et de l'information. Il a reçu le prix Hyman-Solomon pour l'excellence journalistique dans le domaine des politiques publiques en 2002 et le prix Douglas-Purvis pour la rédaction de politiques économiques, et il est membre de l'Ordre de l'Ontario. Il est titulaire d'un diplôme en journalisme et en sciences politiques de l'université Carleton et d'une maîtrise en sciences économiques de la London School of Economics, où il a été boursier du Commonwealth.



Janice Stein

Janice Gross Stein est titulaire de la chaire Belzberg de gestion des conflits et directrice fondatrice de la Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto.

Elle est membre de la Société royale du Canada et membre de l'Ordre du Canada et de l'Ordre de l'Ontario. Elle a été conférencière Massey en 2001 et boursière Trudeau. Le Conseil des Arts du Canada lui a décerné le prix Molson pour la contribution exceptionnelle d'un chercheur en sciences sociales au débat public et elle a reçu des doctorats honorifiques en droit d'universités canadiennes et étrangères.

Elle est également membre étrangère honoraire de l'American Academy of Arts and Sciences et Senior Fellow du Kissinger Center à la SAIS de l'université Johns-Hopkins. Ses recherches actuelles portent sur la technologie et les politiques publiques dans le contexte de la concurrence entre grandes puissances. L'année dernière, elle a coprésidé le comité consultatif national sur la stratégie indopacifique du Canada pour le ministre des Affaires mondiales.



Drew Fagan

Drew Fagan est professeur à la Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto.

Il est également conseiller principal chez McMillan Vantage, un cabinet d'affaires publiques affilié au cabinet national d'avocats d'affaires McMillan LLP. Auparavant, Drew a occupé des postes de direction pendant 12 ans dans la province de l'Ontario et au gouvernement fédéral. En Ontario, il a été sous-ministre des Infrastructures, responsable de la planification des infrastructures à long terme. Il a également été sous-ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, responsable des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015.

Drew a rejoint la fonction publique ontarienne après avoir occupé le poste de sous-ministre adjoint chargé de la politique stratégique et de la planification au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (aujourd'hui Affaires mondiales Canada). Avant de devenir fonctionnaire, il a travaillé au *Globe and Mail*, notamment en tant que chef du bureau parlementaire, rédacteur en chef de la page éditoriale, rédacteur en chef adjoint de Report on Business et correspondant à Washington.

Le rapport en bref

La stratégie « **Peser plus** » présentée dans ce document vise à renforcer le rôle du Canada à la fois sur le continent et sur la scène internationale.

RÉSUMÉ



100+

participants consultés en ligne et des entretiens en personne des deux côtés de la frontière.



Lors de nos tables rondes et de nos entretiens

y compris avec des Américains, nous avons senti beaucoup de respect pour les principaux chercheurs canadiens en intelligence artificielle, qui se trouvent en amont de la chaîne de valeur de l'IA.

CHAPITRE 3

CHAPITRE 1



Le monde veut plus de Canada

Le monde entier ou presque nous réclame notre uranium, notre potasse et nos denrées alimentaires, et souhaite nous voir investir davantage dans le développement de l'IA, des technologies propres et des sciences de la santé.



Dans une perspective à plus long terme

les dirigeants canadiens ont été plus enclins à déployer des stratégies de « grand marchandage » reliant les questions entre elles, généralement dans le but d'améliorer l'accès au marché américain et de réduire l'incertitude entourant cet accès.

CHAPITRE 2

Résumé

Une nouvelle école de pensée soutient que le Canada n’a jamais été aussi seul dans le monde.

En tout respect, nous ne sommes pas de cet avis.

Il est vrai que les nouveaux défis ne manquent pas au niveau international, mais les nouvelles occasions de mettre en valeur les atouts du Canada ne manquent pas non plus. Pour profiter pleinement de ces opportunités, nous devons aligner nos intérêts nationaux sur ceux de nos partenaires les plus proches, en particulier les États-Unis, et transformer ainsi nos avantages clés en atouts stratégiques. Par les temps qui courent, le Canada réagit trop souvent au coup par coup.

La stratégie « Peser plus » présentée dans ce document vise à renforcer le rôle du Canada à la fois sur notre continent et sur la scène internationale grâce à un petit nombre d’initiatives sectorielles à fort impact qui se concentrent sur l’économie et la sécurité : nous les appelons les Pactes de l’auto 2.0. Ces initiatives permettront au Canada de mieux protéger et promouvoir ses intérêts nationaux aux côtés de ses partenaires dans un monde plus divisé et plus dangereux qu’avant et compte tenu de la polarisation des États-Unis.

Voici les quatre domaines clés de l’action politique que nous visons :

+ La sécurité dans l’Arctique

Renforcer la collaboration en matière de défense de l’Arctique en tirant parti de la position géographique stratégique du Canada et des technologies de surveillance de pointe.

+ Les minéraux critiques

Intensifier les efforts continents dans la production et le traitement des minéraux qui sont essentiels pour les applications énergétiques et militaires, ce qui permettra au Canada et aux États-Unis

de réduire leur dépendance à l’égard de pays moins fiables, en particulier la Chine, et de soutenir leurs alliés.

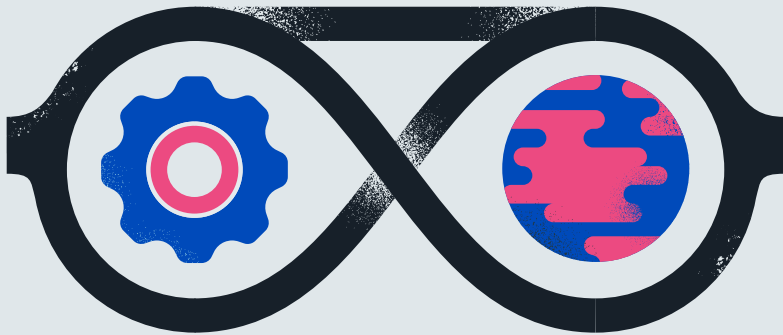
+ L’énergie et l’environnement

Promouvoir l’indépendance et la sécurité communes par le renforcement de la coopération continentale dans les domaines de l’environnement et de l’énergie, et partager avec nos partenaires les extraordinaires atouts énergétiques de l’Amérique du Nord.

+ La technologie

Investir dans les technologies numériques de pointe et les sciences de la vie, telles que l’intelligence artificielle et l’informatique quantique, en mettant l’accent sur notre valeur ajoutée dans les chaînes d’approvisionnement mondiales.

En privilégiant ces quatre domaines, nous pourrions renforcer la coordination avec les États-Unis et élargir la coopération avec d’autres partenaires mondiaux triés sur le volet. Or, nous n’y parviendrons pas si nous n’accélérons pas également le renforcement de nos propres capacités en temps réel, dans un contexte de concurrence géopolitique.



Notre stratégie « Peser plus » vise l'adaptation à l'évolution rapide du paysage géopolitique actuel par la prise en considération du lien direct qui unit l'Amérique du Nord et les autres démocraties de marché. Lorsque le Canada renforce sa coopération avec les États-Unis, il « pèse plus » pour le reste du monde. Et lorsque le Canada présente un intérêt pour le reste du monde, il « pèse plus » pour les États-Unis.

En d'autres termes, nous envisageons un cadre qui permette le partage de nos ressources et de nos capacités dans l'intérêt commun du Canada et des États-Unis. Dans la mesure du



En d'autres termes, nous envisageons un cadre qui permette le partage de nos ressources et de nos capacités dans l'intérêt commun du Canada et des États-Unis.

possible, cette stratégie de « continentalisation » serait étendue à nos alliés les plus proches dans le reste du monde. Notre coopération avec les États-Unis est régie par des structures bilatérales spéciales depuis la Commission mixte internationale de 1909, qui demeure encore à ce jour responsable de la délicate gestion des eaux transfrontalières. De nombreux autres accords de ce type ont été créés depuis, notamment le premier Pacte de l'automobile entre le Canada et les États-Unis, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), sans oublier les deux accords commerciaux qui l'ont précédé.

Ce que nous proposons dans ce rapport s'appuie sur cette tradition d'institutions de création conjointe, mais dans des domaines qui se prêtent à la coopération entre les deux pays actuellement.

Compte tenu des problèmes géopolitiques actuels, le Forum des politiques publiques et la Munk School of Global Affairs & Public Policy ont formé un partenariat l'année dernière afin d'explorer et d'expliquer la façon dont le Canada peut gérer les risques inhérents à la période conflictuelle que nous traversons.

Nous avons commencé notre travail sur la stratégie « Peser plus » par un exercice de prospective (ou de planification de scénarios). Ce type d'exercice est particulièrement utile dans les périodes marquées par des changements rapides, lorsque les normes et



les institutions sont mises à l'épreuve et que les hypothèses généralement acceptées sont remises en question. L'équipe de prospective a travaillé sur quatre situations possibles : dans deux d'entre elles, l'équipe supposait qu'après les élections de novembre, soit Washington ressemblerait largement à ce qu'elle est aujourd'hui, soit l'administration adopterait plutôt une approche « forteresse États-Unis ». Dans les deux autres situations, l'équipe faisait la même distinction pour les pressions géopolitiques : soit elles resteraient les mêmes, soit elles s'aggravaient.

Le point essentiel sur lequel l'exercice ramenait sans cesse l'équipe, quel que soit le scénario, était que le Canada ne devait pas attendre de voir comment les choses allaient évoluer : il devait avoir une longueur d'avance. La question que nous nous posions était toujours la même : « Que pouvons-nous faire maintenant pour que le Canada "pèse plus" ? »

L'équipe FPP-Munk a organisé sept tables rondes, qui ont rassemblé plus de 100 participants en ligne et en personne (y compris à Washington), et mené des dizaines d'entretiens individuels des deux côtés de la frontière. Nous avons consulté de hauts fonctionnaires des gouvernements canadien et américain, ainsi que des universitaires et des chefs d'entreprise des secteurs de l'énergie, de la défense, de l'industrie manufacturière et de la finance. L'équipe a également procédé à une analyse documentaire exhaustive et a assisté à des conférences et à des séminaires.

Ce rapport marque l'étape la plus importante de notre projet « Peser plus ».



Les consultations de l'équipe FPP-Munk

7

tables rondes

100+

participants en ligne et en personne

des entretiens individuels

des deux côtés de la frontière

de nombreux

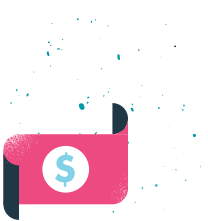
hauts fonctionnaires des gouvernements canadien et américain, ainsi que des universitaires et des chefs d'entreprise des secteurs de l'énergie, de la défense, de l'industrie manufacturière et de la finance

Chapitre 1

Problèmes + opportunités = besoin stratégique

Le monde a besoin de plus de Canada : c'est l'une des grandes prétentions de notre pays depuis longtemps.

Chapters-Indigo a fait de cette vantardise un slogan d'entreprise et Bono son cri de ralliement lors d'une conférence sur la santé mondiale à Montréal. En juin 2016, devant une Chambre des communes pleine à craquer, le président américain Barack Obama a déclaré : « Pour reprendre une expression bien connue, le monde a besoin de plus de Canada. » L'auditoire, qui s'était levé d'un bond pour applaudir, n'a pas semblé remarquer que l'invocation arrivait [à la fin d'un passage](#) sur la nécessité pour le Canada de contribuer enfin pleinement à la défense. « L'OTAN a besoin de plus de Canada », a ajouté M. Obama.¹



Ce qui est certain, c'est que le Canada a plus besoin du monde, pour le commerce, la sécurité et l'immigration : c'est le destin inéluctable de tout pays dont les ambitions dépassent la taille.

Ce qui est certain, c'est que le Canada a plus besoin du monde, pour le commerce, la sécurité et l'immigration : c'est le destin inéluctable de tout pays dont les ambitions dépassent la taille. L'évolution de la situation énergétique, technologique et surtout géopolitique oblige les pays à réévaluer et à rééquilibrer leurs relations. Dans quel camp se rangeront-ils? Peuvent-ils choisir les questions qui les intéressent? Quelle sera l'incidence de la sécurité sur l'économie, et à quel prix? Quel degré

d'engagement ou de désengagement adopter?

Histoire, géographie, culture, valeurs, tout nous place aux côtés des démocraties de marché, encore menées par les États-Unis malgré leurs tendances isolationnistes. Nos amis et alliés attendent beaucoup de nous. Les alliés asiatiques et européens, soucieux d'atténuer la pression géoéconomique de la Chine et de la Russie, ont incité le Canada à les aider à dissiper leurs inquiétudes en matière de sécurité énergétique en produisant davantage de gaz naturel liquéfié (GNL) et d'hydrogène à des fins d'exportation. Les dirigeants de l'Allemagne, du Japon, de la Corée du Sud et de la Grèce sont, événement rare, tous venus au Canada pour transmettre directement ce message. Dans le même temps, les États-Unis souhaitent que nous



productions et transformations des minéraux critiques afin de réduire la dépendance de l'Occident à l'égard de la Chine.

Comme l'a fait remarquer le chancelier allemand Olaf Scholz lors d'une visite en 2022, « le Canada possède des ressources minérales aussi abondantes que celles de la Russie, à la différence près qu'il s'agit d'une démocratie fiable ».

Le monde entier ou presque nous réclame notre uranium, notre potasse et nos denrées alimentaires, et souhaite nous voir investir davantage dans le développement de l'IA, des technologies propres et des sciences de la santé. Le monde veut plus de Canada.

Aucun grand pays occidental n'est aussi dépendant que le Canada d'un seul partenaire – ni aussi avantagé par celui-ci. Certes, le choix d'un président ou d'une présidente fera une différence en ce qui concerne l'appétit des États-Unis pour le partenariat. Quoi qu'il en soit, nous avons besoin d'une nouvelle stratégie pour faire face aux nouvelles circonstances.

Il est paradoxal que les divisions géopolitiques nous attirent inéluctablement dans l'orbite américaine, alors même que la polarisation intérieure des États-Unis rend cette orbite moins stable. Nous pouvons bien déplorer le dilemme ainsi créé, mais il nous faut surtout réussir à le gérer. Il est compréhensible que de nombreux Canadiens s'inquiètent grandement d'un éventuel retour de Donald Trump à la Maison-Blanche après le chaos et l'imprévisibilité de son dernier mandat.

M. Trump a [menacé d'imposer](#) un tarif douanier général de 10 % sur les importations des États-Unis.² Selon les calculs de la Banque Scotia, cette mesure entraînerait une [baisse de 3,6 %](#) du PIB canadien, ce qui serait synonyme de récession.³ Pour leur part, les démocrates préfèrent les subventions discriminatoires, qui font fuir les investissements. Ils nous ont interpellés sur les dépenses militaires. Les conséquences d'une présidence Trump ou Harris sont très différentes, mais il reste que [78 % de nos exportations](#) vont vers les États-Unis et que les pressions politiques exercées sur le prochain président ou la prochaine présidente et le Congrès seront toujours protectionnistes.⁴

Nous devons commencer par chasser les douces illusions que nous entretenons à propos du monde que nous souhaiterions avoir; elles nous distraient de celui que nous avons. Les récentes controverses entourant l'immigration montrent que nous ne sommes pas en passe d'accroître notre population assez rapidement pour construire une économie plus autonome, celle de la « forteresse Canada ». Nous ne pouvons pas non plus compter sur d'autres régions du monde – ni sur l'Europe, ni sur l'Amérique latine, ni sur une Asie dynamique – pour offrir le même type d'avantages économiques et géostratégiques que les États-Unis. Il nous est déjà arrivé de poursuivre cette chimère, sans grand résultat. John Diefenbaker a exprimé une préférence pour le Commonwealth, Pierre Trudeau a choisi une troisième option.



Ni l'un ni l'autre n'ont fait bouger l'aiguille de manière significative. Alors que le Canada aime se vanter de ses 15 [accords de libre-échange](#), l'ACEUM est à lui seul cinq fois plus important que les 14 autres combinés.⁵ Les exportations annuelles du Canada vers notre deuxième marché, la Chine, [restent inférieures](#) à ce que nous expédions aux États-Unis tous les 19 jours.⁶

Entre-temps, notre vocation en matière de sécurité a changé. Nous ne sommes plus ce pays apte à envoyer des forces de maintien de la paix dans le monde entier au pied levé, ni à assumer des missions difficiles dans le cadre de la « coalition des volontaires » (« coalition of the willing »), comme à Kandahar. Les chefs militaires canadiens nous disent qu'ils ont du mal à équiper et à déployer ne serait-ce qu'une demi-brigade. Nos alliés, qui sont aussi nos principaux partenaires commerciaux, se font de plus en plus entendre à propos de notre incapacité à répondre aux attentes de l'OTAN, ou même à nos engagements existants, en matière de dépenses militaires.

Selon certains universitaires et responsables politiques, le Canada n'a jamais été aussi seul dans le monde. Bien que cette vision d'un Canada seul soit vraie à certains égards et qu'elle s'impose d'elle-même à d'autres, elle conduit à une impasse politique. Que peut faire un pays solitaire, si ce n'est entretenir de vieilles amitiés et être intéressant et utile pour ses amis les plus proches – en d'autres termes, « peser plus »?

En tout état de cause, le Canada est loin d'être aussi seul que le suggère cette vision. La dynamique mondiale crée de nouvelles opportunités pour le pays. Prenons l'exemple de l'Arctique. Alors que la planète se réchauffe et que l'accessibilité du Nord s'accroît, ce territoire est de plus en plus disputé. La Russie, principale puissance arctique, investit massivement dans ses infrastructures. La Chine convoite les ressources de l'Arctique et son potentiel de navigation.

Nos alliés considèrent désormais avec intérêt et inquiétude cette région autrefois négligée. Les États-Unis envisagent l'Arctique sous l'angle de la sécurité intérieure, pour laquelle le Canada peut être un véritable partenaire, à l'instar du NORAD. Grâce aux avancées technologiques en matière de surveillance sous-marine et spatiale – le Canada a beaucoup investi dans l'espace pendant des décennies – et aux progrès de



Le monde entier ou presque nous réclame notre uranium, notre potasse et nos denrées alimentaires, et souhaite nous voir investir davantage dans le développement de l'IA, des technologies propres et des sciences de la santé. Le monde veut plus de Canada.

l'IA et de l'informatique quantique, il existe de nouveaux moyens, plus souples, de faire évoluer le domaine de la défense. Dans l'ensemble, l'Arctique offre au Canada une occasion en or de répondre aux pressions qui s'exercent sur les dépenses militaires là où elles sont désormais les plus importantes.

Avec l'élargissement récent de l'OTAN à la Suède et à la Finlande, les cinq membres du Conseil nordique appartiennent pour la première fois à la même alliance militaire que nous. Le Canada, dont la superficie est supérieure à celle de tous les autres pays réunis, peut combler son déficit en matière de dépenses militaires en adoptant une position de chef de file dans le domaine de la sécurité nordique. Ce statut renforcerait certainement notre crédibilité à Washington et auprès de nos alliés, d'autant plus que les États-Unis considèrent que leur propre capacité en matière de sécurité

dans l'Arctique est inadéquate et qu'ils respectent notre capacité à opérer avec les forces américaines de manière fluide.

L'aggravation des tensions géopolitiques incite également à envisager l'économie mondiale sous l'aspect sécuritaire. Bien que cette situation ne soit pas la bienvenue, elle met en valeur les atouts du Canada à titre de puissance de l'OTAN et du G7 en matière de ressources. Les pays qui cherchent à acheter des engrais potassiques ou de l'uranium, par exemple, ont essentiellement le choix entre le Canada, la Russie et quelques anciens États soviétiques.

Le Canada possède trois grands atouts stratégiques, ce que nous appelons la Sainte Trinité de l'avantage national : la géographie, la géologie et l'ingéniosité. Les deux premiers ne sont pas facilement reproductibles, ce qui est un facteur clé pour la réussite d'une stratégie. Le troisième joue sur une culture politique bien établie, qui s'est exprimée au fil de décennies de politiques publiques et d'investissements dans tous les domaines, de l'éducation à l'immigration en passant par la recherche.

La géographie est notre meilleure amie : il n'y a qu'à penser à notre proximité avec les États-Unis sur notre seule frontière terrestre et à notre accès aux océans à l'ouest, à l'est et au nord. Comparons notre situation à celle des pays qui ont la malchance de se trouver à côté de la Russie ou de la Chine et nous apprécierons véritablement les avantages économiques et la sécurité dont nous tirons profit en vivant



Le Canada possède trois grands atouts stratégiques, ce que nous appelons la Sainte Trinité de l'avantage national : la géographie, la géologie et l'ingéniosité.



côte à côte avec le pays le plus dynamique de la planète – et qui n’a pas menacé notre intégrité territoriale depuis le 19^e siècle.

Nos trois océans renforcent notre sécurité et nous relie commercialement aux marchés du monde entier. Ils nous confèrent des avantages en matière de transport maritime vers les marchés asiatiques, qui connaissent une croissance rapide. Nos rivières nous ont permis de devenir l’un des trois premiers [producteurs d’hydroélectricité](#).⁷ Contrairement à presque tous les autres pays de la planète, notre situation septentrionale nous permet de profiter d’une surface cultivable croissante dans le contexte du changement climatique.

La géologie est notre deuxième grande amie. Le Canada s’est construit sur le commerce des ressources, celui de la morue et des fourrures d’abord, puis celui du bois, des minéraux et de l’énergie. Nous sommes le premier producteur mondial de potasse et le deuxième d’uranium. Nous possédons certains des plus grands gisements mondiaux de pétrole, dans les sables bitumineux de l’Athabasca, et de gaz naturel dans la formation de Montney, dans le nord de la Colombie-Britannique et de l’Alberta. On retrouve au Canada près de la moitié des [50 minéraux](#) répertoriés par l’inventaire géologique américain (U.S. Geological Survey) comme étant « essentiels à l’économie et à la sécurité nationale des États-Unis ». ⁸ Ces atouts naturels et les infrastructures que nous avons construites pour les relier aux marchés nationaux et mondiaux sont taillés sur mesure pour

une époque où nos amis qui privilégient une [économie d’affinité](#) recherchent désespérément des fournisseurs fiables pour les biens qui leur font défaut.

L’ingéniosité est un atout que nous avons développé au cours de décennies d’investissements fructueux dans l’éducation, la recherche et l’immigration. Malgré de récents faux pas, l’immigration reste relativement bien acceptée par la société, en particulier pour les nouveaux arrivants hautement qualifiés qui construisent une économie moderne. Notre ingéniosité nous a permis d’acquérir une compétence nationale dans des domaines allant des technologies spatiales et de la surveillance par satellite à la recherche initiale en matière d’intelligence artificielle, de physique quantique, de cellules souches et de petits réacteurs modulaires (PRM), pour n’en citer que quelques-uns.

Nous vivons une période d’opportunités incroyables pour le Canada – qui n’est absolument pas seul. Nos alliés reconnaissent que nous possédons des atouts précieux qu’ils peuvent utiliser. Mais nous avons besoin d’une stratégie lucide qui analyse efficacement la manière dont nos intérêts nationaux et ceux de nos partenaires s’intègrent – et la façon de maximiser ces intérêts pour des avantages communs. Une stratégie « Peser plus » promet de nous rendre plus utiles à nos voisins les plus proches et à nos alliés communs – et, ce faisant, de favoriser notre réussite chez nous.

Le chapitre suivant décrit la voie à suivre pour y parvenir.

Chapitre 2

Peser plus grâce à des stratégies sectorielles

La gestion des relations canado-américaines a toujours occupé une place importante dans nos politiques.

Le traité de réciprocité de 1854 a accordé au Canada une franchise de droits de douane sur les expéditions de ce que l'on appelait les produits naturels (bois d'œuvre, blé, minéraux) et a déclenché un vigoureux essor économique au nord de la frontière. Lorsque le Congrès américain abroge le traité en 1866, les derniers doutes concernant la Confédération sont dissipés. En 1903, le premier ministre Wilfrid Laurier est à nouveau confronté à l'unilatéralisme américain dans le conflit frontalier avec l'Alaska, le président Theodore Roosevelt menaçant de faire échouer les négociations en déployant des troupes. Laurier se plaint devant la Chambre des communes que le Canada vit à côté d'un voisin « rapace ».



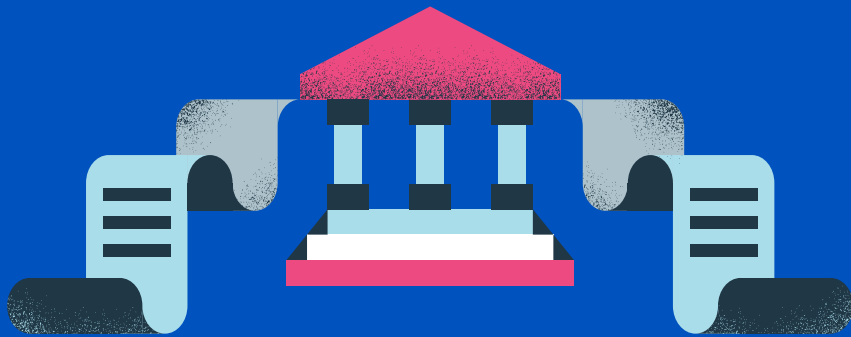
Dans une perspective à plus long terme, les dirigeants canadiens ont été plus enclins à déployer des stratégies de « grand marchandage » reliant les questions entre elles, généralement dans le but d'améliorer l'accès au marché américain et de réduire l'incertitude entourant cet accès.

Depuis Macdonald et Laurier, la gestion des relations entre le Canada et les États-Unis (parallèlement à l'unité nationale) est toujours l'une des principales responsabilités du premier ministre.

Les premiers ministres ont géré ces relations de différentes manières selon les époques et les circonstances. À une extrémité du spectre, le Canada a cherché à conclure avec les États-Unis de petits accords ponctuels qui évitaient les réseaux complexes de relations et de compromis.

Il espérait que ces arrangements « apparemment sans conséquences » et qui ainsi passeraient « sous le radar » permettraient la formation d'un espace politique nécessaire aux deux parties. Ces mesures ont eu tendance à être ponctuelles et fonctionnelles. Des dizaines d'accords de ce type ont été conclus dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'environnement depuis 1900, et de nombreux autres dans celui de la défense depuis les années 1930.

À l'autre extrémité du spectre, la conjonction de périodes de faibles tensions géopolitiques et de défis économiques majeurs a créé l'espace nécessaire à des entreprises plus ambitieuses. Dans une perspective à plus long terme, les dirigeants canadiens ont été plus enclins à déployer des stratégies de « grand marchandage » reliant les



questions entre elles, généralement dans le but d'améliorer l'accès au marché américain et de réduire l'incertitude entourant cet accès. Le « grand marchandage » le plus remarquable de l'après-Confédération a été, bien entendu, l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis de 1989, qui a donné naissance à l'Accord de libre-échange nord-américain et à l'ACEUM. À la base, l'accord initial offrait une sécurité énergétique aux États-Unis en échange d'une garantie d'accès au marché pour les biens et services canadiens, ainsi que d'une procédure de règlement des différends destinée à atténuer les effets sur le commerce du déséquilibre des forces entre les deux pays.

La stratégie « Peser plus » que nous proposons se situe entre ces deux lignes de conduite classiques. Son envergure n'est ni étroite, ni non plus large au point d'entraîner de multiples relations enchevêtrées et des compromis délicats qui pourraient compliquer les choses. Elle envisage un nombre limité d'accords sectoriels à fort impact en matière de commerce et de sécurité; ces accords reliés entre eux ne concerneraient qu'*un seul dossier*.

Nous les appelons les « Pactes de l'auto 2.0 » parce que le Pacte de l'automobile canado-américain de 1965 a renforcé l'intégration entre les deux pays dans un secteur essentiel pour eux. Cette époque et la nôtre ne sont pas exactement comparables. En effet, le Pacte de l'automobile comportait des conditions favorables au Canada qu'il serait peu probable que nous obtenions dans le contexte actuel du protectionnisme américain.

Mais c'est l'exemple historique qui se rapproche le plus de ce que nous proposons.

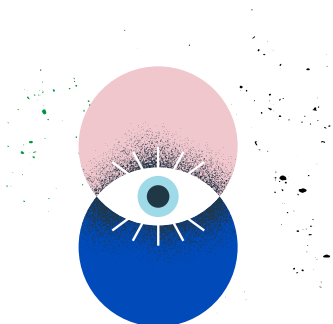
Nous choisissons sciemment de ne pas mettre tous nos œufs dans le panier de l'ACEUM. En effet, l'accord trilatéral fera l'objet d'une révision à partir de 2026. Si aucune décision délibérée n'est prise pour le prolonger, le pacte expirera en 2036. Il serait imprudent de considérer cet accord comme une base sur laquelle fonder une plus grande coopération aujourd'hui. Même dans les périodes les plus favorables, les « grands marchandages » attirent de nombreuses parties intéressées et nécessitent de nombreuses tractations. « Peser plus » est une stratégie additive et non substitutive; elle vise à renforcer l'ACEUM et, peut-être, à créer les conditions qui nous permettront d'aborder la révision de 2026 avec un certain élan.

Les pactes que nous proposons engagent davantage les signataires que le libre-échange, en ce sens que les secteurs concernés seraient essentiellement « continentalisés » : plus proches du commandement conjoint du NORAD que d'accords de commerce et d'investissement fondés sur des règles, ils impliqueraient une coproduction, un co-investissement, des achats conjoints. Il ne s'agirait pas seulement d'éliminer les droits de douane – qui ont presque entièrement disparu à l'heure actuelle – mais de coordonner les principaux aspects de la production, qu'il s'agisse des minéraux critiques à privilégier, de la manière de subventionner conjointement les infrastructures de connexion ou des « amis » avec lesquels travailler en dehors de l'Amérique du Nord, au sein de chaînes



d'approvisionnement sécurisées. Il s'agirait aussi d'un renforcement de la défense continentale, l'accent étant mis sur le Nord. Ces accords de « sécurité économique » seraient adaptés à la nouvelle ère de tensions géopolitiques qui concernent autant l'un que l'autre.

Le concept d'accords sectoriels n'est pas nouveau. Il est apparu pour la première fois avec le Pacte de l'automobile de 1965. Puis, au début des années 1980, avant toute velléité d'accord de libre-échange, le Canada et les États-Unis ont entrepris d'étudier le bien-fondé de nouvelles possibilités d'échanges sectoriels dans les domaines de l'acier, des intrants agricoles, des services informatiques et des transports urbains. À la suite d'un changement de gouvernement au Canada, l'initiative avait toutefois été rapidement abandonnée pour céder la place à des négociations sur le libre-échange.



La stratégie « Peser plus » envisager un nombre limité d'accords sectoriels à fort impact en matière de commerce et de sécurité; ces accords reliés entre eux ne concerneraient qu'un seul dossier.

Aujourd'hui, nous parlons de sécurité de l'Arctique, de minéraux critiques, d'énergie et d'environnement, et de technologie. Tous ces domaines pèsent d'un poids disproportionné dans les relations entre le Canada et les États-Unis. Ils revêtent également une grande importance pour le groupe de démocraties de marché mené par les États-Unis dont le Canada fait partie. Le Canada peut changer les choses de façon substantielle dans tous ces domaines.

Les principes opérationnels d'une stratégie « Pacte de l'auto 2.0 » sont les suivants :

- a. Privilégier un nombre raisonnable d'accords sectoriels avec les États-Unis. Pour peser plus, il faut faire des choix.
- b. Étendre ces accords par consentement mutuel au bloc des démocraties de marché (les « amis ») et à d'autres pays de même sensibilité et souhaitant respecter les mêmes règles. Le renforcement et l'élargissement des relations vont de pair.
- c. Être proactif. Le Canada a toujours été mieux servi à titre d'innovateur et d'initiateur de politiques, lorsqu'il localise les domaines où les intérêts canadiens et américains s'alignent le mieux. Nous devons nous faire valoir rapidement, que M. Trump ou Mme Harris l'emporte et que les démocrates ou les républicains prennent le contrôle du Congrès en novembre.

Dans le chapitre suivant, nous présentons notre Pacte de l'auto 2.0 pour les domaines de la défense et de la sécurité, des minéraux critiques, de l'énergie et du changement climatique, et des technologies de pointe.

Chapitre 3

Les quatre Pactes de l'auto 2.0 entre le Canada et les États-Unis

Pour mener à bien une stratégie « Peser plus », il faut prêter attention à trois éléments nécessaires et interdépendants : renforcement, élargissement et accélération.

Par renforcement, nous entendons une coopération accrue en ce qui concerne les priorités canado-américaines et une collaboration pour tirer parti de nos avantages mutuels afin d'exercer un plus grand impact au niveau mondial. Dans quels domaines le Canada a-t-il un avantage, voire un moyen de pression, comme c'était le cas pour le pétrole dans l'Accord de libre-échange de 1989? Il est important que nos accords sectoriels privilégient d'abord les relations bilatérales et s'étendent ensuite à nos amis et alliés.

complémentaires. Aider le Japon ou l'Allemagne à réduire leur dépendance à l'égard de la Russie ou de la Chine est un exemple où la diversification et le renforcement fonctionnent ensemble. Les mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine ont constitué un cas d'école de la manière dont le Canada et les États-Unis peuvent collaborer pour obtenir un avantage stratégique maximal dans un contexte de division géopolitique. Alors que l'Europe tentait de se sevrer rapidement de l'énergie russe, les responsables américains ont demandé au Canada d'augmenter la production de gaz de l'Ouest canadien pour permettre au complexe industriel de GNL du golfe du Mexique d'augmenter les cargaisons d'urgence à destination des pays vulnérables de l'Union européenne.

Par élargissement, nous entendons la manière dont le Canada et les États-Unis peuvent coopérer pour aider leurs alliés à relever les défis économiques et sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Il est temps de se défaire de la vieille idée selon laquelle la diversification des échanges représente nécessairement une politique de contrepoids par rapport aux États-Unis. Dans le contexte d'un monde de plus en plus morcelé en camps concurrents et comptant de nombreux intermédiaires, le renforcement et l'élargissement deviennent



Par accélération, nous entendons la construction d'une plus grande quantité de tout ce qui compte le plus – des mines aux réseaux électriques en passant par les ports et les postes frontaliers – et ce, plus rapidement.



Par accélération, nous entendons la construction d'une plus grande quantité de tout ce qui compte le plus – des mines aux réseaux électriques en passant par les ports et les postes frontaliers – et ce, plus rapidement. Il faut accélérer le rythme de passation des marchés publics, la réglementation, les autorisations et la commercialisation pour attirer les investissements et favoriser l'expansion. Les minéraux critiques ne sont d'aucune utilité pour quiconque si nous ne pouvons pas les extraire en temps voulu. Pour « peser plus », nous devons accélérer le développement.

Voici les quatre moyens qui, selon nous, aideront le Canada à « peser plus ».

3a. Peser plus grâce à un Pacte de l'auto 2.0 pour la défense

Nos consultations ont révélé un point de vue dominant : la situation mondiale en matière de sécurité s'est considérablement assombrie au cours de la dernière décennie et elle devrait encore s'aggraver, compte tenu



De l'avis général, c'est sur l'Arctique que nous devons nous concentrer.

des ambitions mondiales de la Chine et des agressions répétées de la Russie. Le Canada ne peut se permettre de se soustraire à ses responsabilités à Washington, où les chefs militaires en uniforme peuvent, comme par magie, ouvrir des portes souvent fermées aux diplomates et à tous les politiciens, à l'exception des plus haut placés.

De l'avis général, c'est sur l'Arctique que nous devons nous concentrer. C'est ce qui ressort du récent document d'orientation du ministère américain de la Défense nationale, et c'est là que Washington veut que nous pesions plus. Cela ne signifie pas pour autant que nous ne devons pas renforcer nos capacités ailleurs, notamment notre capacité de déploiement à l'étranger dans le cadre de la défense de l'OTAN. Mais nous devons avant tout nous concentrer sur notre propre territoire. D'ailleurs, en sécurisant notre Arctique, nous pouvons nous rapprocher de l'objectif, qui est désormais la norme de l'OTAN, de consacrer 2 % du PIB aux dépenses militaires.

Plus généralement, le point de vue mondial sur l'importance de la défense et de la sécurité dans l'Arctique canadien évolue rapidement, en raison du changement climatique et des avancées technologiques. La région compte plus de 200 000 habitants, dont la plupart sont des Autochtones, et elle représente 40 % du territoire canadien et 75 % de son littoral.⁹ Elle se réchauffe trois fois plus vite que la moyenne mondiale, ce qui entraîne des répercussions dans tous les aspects de la vie, de la terre à la biodiversité en passant par les cultures et les traditions. La diminution de la glace de mer rend l'Arctique beaucoup plus accessible, et pas seulement aux Canadiens.



La coordination de la défense du Canada avec les États-Unis date des prémisses de la Seconde Guerre mondiale et s'est poursuivie tout au long de la guerre froide, en particulier pour la défense de l'Europe par l'intermédiaire de l'OTAN et la défense du continent à travers l'accord exclusif du NORAD. En fait, c'est au cours de ces années et grâce à ces engagements que s'est forgée la conscience moderne du Canada à l'égard du Nord. Il s'agissait notamment de reconnaître la situation désastreuse de la population inuite du Canada; mais trop peu de choses ont été faites à l'époque, et le sont encore, pour améliorer la vie de cette population et reconnaître son rôle dans l'avenir d'un Nord développé et défendu.

Le Canada doit maintenant passer à l'action. Pour ce faire, les dirigeants canadiens doivent placer le développement économique et social au premier plan, en partenariat avec les peuples autochtones : leur approbation est nécessaire afin que le Canada soit en mesure de redoubler d'efforts pour atteindre son objectif de sécurité. Un principe du [Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord](#) du gouvernement fédéral résonne comme une évidence : « Rien à notre sujet sans nous. »¹⁰

En ce qui concerne le renouvellement de l'engagement militaire du Canada, une décision clé prise par le gouvernement il y a 20 ans mérite un nouvel examen, compte tenu de l'évolution de la situation : la non-participation au programme américain de défense antimissiles balistiques (DAMB). Bien que le Canada ait déçu Washington à l'époque, cette décision n'a pas fait de vagues. La Russie était encore membre du G8 et tout espoir de vivre une après-guerre froide pacifique n'était pas encore perdu.

En 2005, la décision du Canada concernant le programme de DAMB a été présentée comme un choix binaire : on y va ou pas. Or, aujourd'hui, les choses sont bien plus compliquées.

Le Canada participe aux alertes du NORAD en cas d'attaque imminente, mais toute réponse est décidée exclusivement par le commandement nord des États-Unis (U.S. Northern Command), qui n'est pas obligé de défendre le Canada contre un missile à l'approche. En outre, depuis 2010, le Canada soutient la DAMB en Europe sous les auspices de l'OTAN.

La DAMB fait actuellement l'objet d'une révision et d'une modernisation en vue de contrer une série de menaces pour lesquelles elle n'a pas été conçue, notamment les missiles de croisière à longue portée russes et chinois, les armes hypersoniques et les drones. [L'examen, en 2019, de la défense antimissile](#) par les États-Unis a permis de présenter un menu moins rigide de réponses potentielles graduées qui pourraient bien offrir une plus grande flexibilité en ce qui concerne l'engagement du Canada; on y proposait des investissements supplémentaires dans les systèmes d'alerte précoce, les radars, les capteurs, les cybercapacités et un meilleur dispositif de veille sur le territoire.¹¹

L'Arctique apparaît de plus en plus souvent comme un point stratégique potentiel dans toute confrontation mondiale qui pourrait faire suite au succès de la Russie en Ukraine. La présence militaire [massive](#) de la Russie dans l'Arctique dépasse de loin les engagements dans le Nord du Canada, des États-Unis et des cinq pays nordiques européens réunis¹² : la Russie modernise la dizaine de bases militaires

et d'aérodromes qu'elle exploite dans le Nord, déploie de nouveaux systèmes de défense côtière et aérienne, développe ses infrastructures et multiplie les opérations de formation.

La Chine [intensifie](#) également ses activités. Avec l'accélération du changement climatique, les routes maritimes arctiques reliant la Chine et l'Asie à l'Europe deviendront beaucoup plus attrayantes.¹³ En prévision de cette évolution, la Russie a investi dans des infrastructures militaires et portuaires; la Chine, quant à elle, se décrit désormais comme un « État presque arctique » ayant des intérêts dans les minéraux critiques, la recherche scientifique et la collecte de renseignements.

Pour le Canada, le potentiel à long terme de la navigation par le passage du Nord-Ouest présente à la fois des opportunités et des risques. En l'absence de glace, la navigation dans l'Arctique est beaucoup plus difficile : il y a plus de tempêtes, plus de vent, plus de dangers flottants, des vagues plus importantes, du brouillard givrant et du givre. Le passage du Nord-Ouest n'est pas une voie maritime facile et il n'est pas cartographié selon les normes internationales. Mais il constitue un enjeu.

Pour protéger l'Amérique du Nord et contribuer à la collecte de renseignements par l'OTAN, le Canada doit concentrer dans l'Arctique ses activités sur la connaissance du territoire. Le Canada doit voir et savoir, en temps réel, qui se trouve sur ses terres arctiques, dans les airs, sur l'océan et sous l'eau – et il doit connaître les raisons de cette présence.

Aujourd'hui, le Canada n'a pratiquement aucune capacité à recueillir ces connaissances ou à les communiquer à ses alliés. Pour ne citer que cet [exemple récent et embarrassant](#), un ballon de surveillance chinois qui [a traversé](#) l'Alaska et le sud-ouest du Yukon au début de l'année 2023 a échappé à la surveillance de l'armée canadienne. Ce sont des avions commerciaux traversant le sud de la Colombie-Britannique qui l'ont repéré les premiers au-dessus du Canada.¹⁴

Au début de l'année 2024, le ministère de la Défense nationale a publié une [nouvelle politique](#) intitulée *Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée de la défense du Canada*; elle met l'accent sur l'Arctique en proposant des dépenses de 8,1 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années et de 73 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années pour la défense de l'Arctique, ce qui porterait les dépenses militaires globales du Canada à 1,76 % du PIB d'ici à 2030.¹⁵

Ces dépenses concerneraient le renforcement des capacités des bases militaires, des avions d'alerte précoce, des capacités de détection au sol et sous la mer, une station terrienne pour les satellites, l'amélioration des capacités de renseignement extérieur et de nouveaux hélicoptères tactiques. La prochaine mise à jour de la politique de défense, en 2028, fournira plus de détails, mais le Canada aura certainement les besoins suivants : de nouvelles armes et un accroissement considérable des capacités de communication de données, basées sur des systèmes à satellites intégrant l'intelligence artificielle et l'informatique quantique; une capacité de navigation précise; la nouvelle génération de missiles air-air; des systèmes



de défense sol-air; des missiles terrestres et une artillerie à longue portée; et enfin, la capacité de surveiller l'Arctique à partir de satellites.

La bonne nouvelle, c'est que le Canada dispose d'un peu de temps pour entreprendre cette modernisation. Mais nous ne devons pas sous-estimer l'ampleur de la tâche. Le Canada doit assurer lui-même une surveillance et un contrôle efficaces de son territoire. Ce faisant, il renforcerait l'OTAN étant donné qu'avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, tous les pays arctiques, à part la Russie, font désormais partie de l'alliance. À titre de plus grand pays arctique, nous pouvons devenir le chef de file du flanc nord de l'alliance. [L'annonce, en juillet](#), d'une collaboration sur les brise-glaces entre le Canada, la Finlande et les États-Unis est un pas en avant encourageant.¹⁶

En 2022, le Canada s'est engagé à dépenser 4,9 milliards de dollars dans les six années suivantes pour participer à la modernisation du NORAD. Au cours des 20 prochaines années, les dépenses totales prévues [s'élèvent à 38,6 milliards de dollars](#) et se concentrent sur cinq domaines, à savoir les systèmes de surveillance, la prise de décision reposant sur la technologie, les armes aériennes, les infrastructures et les capacités de soutien, ainsi que la R et D.¹⁷

Ces éléments s'intègrent dans une stratégie de sécurité nordique qui, à son tour, s'inscrit dans une stratégie globale « Peser plus ». L'Arctique est le premier secteur que nous avons choisi dans le cadre du Pacte de l'auto 2.0 et il présente des avantages significatifs pour le Canada.



Le Canada doit voir et savoir, en temps réel, qui se trouve sur ses terres arctiques, dans les airs, sur l'océan et sous l'eau – et il doit connaître les raisons de cette présence.

Premièrement, les dépenses consacrées à la sécurité nordique permettraient au Canada de se rapprocher de l'objectif de l'OTAN selon lequel les pays membres doivent consacrer au moins 2 % de leur PIB à des activités liées à la défense. À l'heure actuelle, le Canada est loin d'atteindre cet objectif : il y consacre 1,38 %, ce qui le place au sixième rang des pays membres de l'OTAN. Deuxièmement, une grande partie des infrastructures que nous devons construire, agrandir ou moderniser pour assurer la sécurité et la surveillance de l'Arctique profiteront également aux communautés du Nord. L'ouverture d'un accès routier, la modernisation des ports de mer et des aérodromes, la communication à haute vitesse et la connectivité des données, la décarbonation des sources d'énergie pour minimiser la production d'électricité à partir de génératrices diesel, des services de santé et des services sociaux plus étendus pour le personnel placé dans le Nord, tous ces changements amélioreraient également de manière significative la vie des populations du Nord.

Troisièmement, le Canada dispose déjà d'une expertise et d'une présence significatives dans le domaine de l'exploration et de la recherche spatiales, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Nous pouvons nous appuyer sur cette force pour mettre en place une capacité de surveillance de l'Arctique à partir de l'espace.

Le [projet canadien Sapphire](#) en est un exemple : il s'agit du premier satellite militaire de surveillance de l'espace qui repère les objets artificiels en orbite autour de la Terre. Cette année, il fête son dixième anniversaire, alors que sa durée de vie initialement prévue était de cinq ans, et on ne peut prévoir la date à laquelle il deviendra obsolète. Nous pouvons faire mieux. Sapphire contribue au réseau de surveillance du commandement spatial américain (U.S. Space Command) en tant que capteur dans l'espace lointain, le Canada étant le seul allié des États-Unis à posséder et à exploiter son propre système spatial de surveillance et de repérage par satellite.¹⁸

En résumé, l'Arctique doit être la priorité du Canada en matière de défense pour l'avenir; cette priorité doit guider les décisions d'achats et permettre de développer une expertise en matière de surveillance de l'Arctique que le Canada partagera avec ses partenaires de l'OTAN et qui fera de lui un chef de file. Voici ce que nous recommandons pour que notre pays soit un partenaire plus efficace des États-Unis au sein du NORAD et un chef de file nordique au sein de l'OTAN.

RECOMMANDATIONS

1. Accélérer le calendrier d'action pour l'Arctique. Le Canada doit consulter ses alliés pour veiller à ce que ses priorités s'alignent sur celles de ses partenaires de l'Arctique. Le Système d'alerte du Nord et les bases d'Alert et d'Eureka, au Nunavut, ont vieilli et ont grand besoin d'être modernisés. Parallèlement, le Canada doit accélérer l'installation de radars transhorizon (OTHR). Les achats militaires et la recherche technologique du Canada doivent être axés sur les équipements et les activités susceptibles d'améliorer nos connaissances et nos capacités de surveillance dans l'Arctique, amenant ainsi l'industrie à coopérer plus étroitement avec le gouvernement.

2. Élargir et revoir la définition de la sécurité au Canada. Aujourd'hui, la sécurité ne se résume plus aux menaces physiques classiques. L'ingérence étrangère et la possibilité d'accès aux infrastructures critiques liées aux capacités spatiales sont des menaces importantes pour la sécurité nationale. La sécurité dans l'Arctique doit inclure la sécurité des populations, la protection de l'environnement, la santé des habitants et la croissance de l'économie arctique. Dans ce contexte plus large, la sécurité, c'est la construction de routes toutes saisons et l'agrandissement des ports de mer, des hôpitaux et des installations militaires. Les projets d'infrastructures doivent être envisagés sous l'angle d'une double utilisation : militaire et civile. Ainsi, le Canada, en partenariat avec les organisations et les communautés



autochtones autonomes, devra développer une nouvelle compréhension, plus complexe, de la souveraineté.

3. Approfondir et intégrer tous les aspects de l'engagement du Canada dans l'espace.

La surveillance spatiale est un élément clé de la future défense de l'Arctique. Le Canada, avec son immense territoire et ses besoins en matière de communications, investit dans la recherche spatiale et participe à l'exploration de l'espace depuis longtemps. Mais ces activités ont trop souvent été divisées en compartiments civils et militaires distincts. Le nouveau [centre de recherche marine de 25 millions de dollars](#) du gouvernement fédéral, qui a ouvert à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, offre un meilleur modèle; il rassemble les données océaniques de Pêches et Océans Canada, de Ressources naturelles Canada et de Recherche et développement pour la défense Canada et utilise des drones et des véhicules télécommandés pour cartographier les fonds marins et déterminer qui fréquente les eaux du Canada, à la surface ou en profondeur. Le Canada devrait consacrer davantage de ressources aux systèmes militaires de surveillance de l'espace et prendre ses décisions d'achat en collaboration avec les États-Unis afin de garantir l'interopérabilité. Les décisions relatives aux futurs investissements spatiaux devraient également être prises sur une base intégrée alliant le gouvernement et l'industrie. Le Canada compte des entreprises privées de pointe qui peuvent être des partenaires pour les investissements et les activités liés à l'espace.

4. Accélérer l'introduction de la connectivité dans tout l'Arctique.

La sécurité nationale et le développement économique nécessitent la circulation rapide et fiable de grandes quantités de données. Il est impératif d'assurer la connectivité, que les données proviennent de satellites de surveillance ou de capteurs terrestres ou sous-marins ou qu'elles circulent entre des centres de commandement et des avions ou des drones et leurs contrôleurs. Il est intolérable qu'un feu de forêt dans le nord de la Colombie-Britannique en mai 2024 ait pu [couper la connexion internet](#) au Yukon et qu'on n'ait pu compter sur aucun système de secours pour prendre le relais.²⁰ Il faut considérer le projet de câble de fibres optiques reliant le Japon à l'Europe via le passage du Nord-Ouest comme faisant partie des infrastructures essentielles à la sécurité de l'Arctique, au développement économique et à l'intégration du Nord avec le reste de l'Amérique du Nord, ainsi qu'avec les alliés du Canada au sein de l'OTAN.



Il faut considérer le projet de câble de fibres optiques reliant le Japon à l'Europe via le passage du Nord-Ouest comme faisant partie des infrastructures essentielles à la sécurité de l'Arctique.

3b. Peser plus grâce à un Pacte de l'auto 2.0 pour les minéraux critiques

Le monde est à la recherche de catégories de minéraux essentiels à la production d'énergie propre, de véhicules électriques, d'appareils d'électronique grand public et de technologies militaires. Ces [minéraux dits « critiques »](#) – cobalt, lithium, cuivre, nickel, zinc, graphite et terres rares, notamment – contribueront à façonner les économies nationales et à assurer leur sécurité.²¹ Les minéraux critiques sont d'une importance primordiale dans la nouvelle concurrence mondiale entre les démocraties de marché menées par les États-Unis et le « bloc autoritaire » mené par la Chine.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande de minéraux critiques (généralement [définis](#) comme stratégiquement importants, sans substituts, disponibles en quantité limitée et fortement concentrés dans certaines zones²²) pourrait être multipliée par six d'ici à 2040, uniquement à cause de la transition énergétique mondiale. De même, la [Banque mondiale a calculé](#) qu'au cours des deux prochaines décennies, le monde devrait produire autant de cuivre qu'il en a produit au cours des 5 000 dernières années.²³ Selon les prévisions, la demande de lithium, de nickel et de cobalt, métaux essentiels à la production de batteries, devrait être multipliée, respectivement, par huit, par deux et par 1,8; quant à l'offre de terres rares, qui sont cruciales pour les moteurs électriques, elle devra doubler.

La sidérurgie devenant plus écologique, le [minerai de fer](#) de qualité supérieure du Canada est appelé à jouer un rôle de premier plan.²⁴ Alors que la géopolitique du 20^e siècle a été marquée par des batailles pour l'accès au pétrole brut, le 21^e siècle pourrait bien se définir par une lutte pour les minéraux critiques. Cette situation est d'autant plus probable que la Chine a réussi à accaparer le marché de bon nombre de ces minéraux, en particulier pour leur transformation; elle est le principal producteur mondial de terres rares et de plus de 20 minéraux critiques.

Dans le cas du pétrole, le Canada a servi en quelque sorte de soutien aux États-Unis face à l'OPEP, un rôle qui a été reconnu de facto dans la stratégie de négociation de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. Dans le cas des minéraux critiques, la situation peut se révéler encore plus difficile, car ils sont davantage concentrés dans des mains autoritaires (≈ 80 %-100 %) que le pétrole ne l'était dans les années 1970 (≈ 40 %). Les embargos pétroliers de 1974 et 1979 ont eu de lourdes conséquences pour l'Occident; or, notre vulnérabilité en ce qui concerne les minéraux critiques serait encore plus grande aujourd'hui.

Notre pays peut à nouveau fournir une sorte de police d'assurance si nous parvenons à extraire les matières premières du sol et à les transformer. Les États-Unis sont un énorme marché avide de ces ressources, et d'autres alliés sont également désireux de diversifier leurs sources d'approvisionnement en minéraux critiques en se détachant de la Chine. Le budget



fédéral 2022 a reconnu l'urgence d'entrer rapidement dans le jeu [en allouant 3,8 milliards de dollars](#) à l'exploration, au développement et à la production de minéraux critiques, ainsi qu'aux infrastructures nécessaires pour transporter le minerai des mines jusqu'aux installations de traitement et de fabrication.²⁵

Les minéraux critiques s'inscrivent dans notre cadre de renforcement, d'élargissement et d'accélération; or, le Canada a agi beaucoup trop lentement jusqu'ici pour tirer parti de cet atout. Le [Cercle de feu](#) du nord de l'Ontario est considéré depuis des années comme une mine d'or.²⁶

Le discours du trône de l'Ontario [en 2010](#) a présenté cette région éloignée en forme de croissant comme « l'opportunité minière la plus prometteuse au Canada depuis un siècle ». ²⁷



L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande de minéraux critiques (généralement définis comme stratégiquement importants, sans substituts, disponibles en quantité limitée et fortement concentrés dans certaines zones) pourrait être multipliée par six d'ici à 2040, uniquement à cause de la transition énergétique mondiale.

Cette déclaration a également figuré dans les discours du trône de 2013, 2016, 2022 et 2023. En juin 2024, la province a finalement signé [un premier accord](#) avec quatre Premières nations pour la construction de routes et la formation professionnelle.²⁸

Au niveau fédéral, plus de deux ans se sont écoulés depuis l'annonce des dépenses par le gouvernement; pourtant, on ne sait toujours pas exactement comment sera appliqué le crédit d'impôt de 30 % proposé pour l'exploration des minéraux critiques. La construction d'une nouvelle mine au Canada prend en moyenne 15 ans, de la découverte du gisement à la production. La Chine étant responsable d'environ 60 % de la production mondiale de minéraux critiques et de 85 % de la capacité de traitement mondiale, [il est urgent](#)²⁹ d'accélérer nos processus.

Pendant ce temps, les pays concurrents se lancent dans la course à corps perdu. Les [exportations de nickel](#) de l'Indonésie ont atteint 30 milliards de dollars par an, la capacité de raffinage du pays s'étant accrue grâce à des investissements chinois.³⁰ Le constructeur automobile Stellantis, qui bâtit actuellement une usine de batteries de 5 milliards de dollars à Windsor, en Ontario, avec LG Energy Solution, est en pourparlers pour investir dans une opération de Vale Base Metals visant à convertir en nickel de qualité batterie du nickel indonésien à faible teneur, au lieu d'utiliser les gisements de nickel d'une mine de Vale située à seulement 500 kilomètres de là, à Sudbury. Voilà qui en dit long sur la confiance des investisseurs dans notre capacité à faire avancer les choses.

L'Amérique latine et l'Afrique disposent également de réserves impressionnantes. Mais elles ne doivent pas être considérées comme des solutions de rechange tout indiquées, car elles sont l'une et l'autre moins stables politiquement que le Canada et ont emprunté massivement à la Chine pour exploiter leurs gisements. Selon les responsables gouvernementaux, même si le Canada est en retard sur le marché, la demande continuera à dépasser l'offre. Nous trouverons des acheteurs pour ce que nous produisons.

Il existe déjà un outil politique permettant d'intégrer le Canada dans le développement d'une chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques aux États-Unis. Notre pays jouit d'un statut privilégié en vertu des dispositions du titre III de la loi américaine sur la production militaire (Defense Production Act, DPA). En mai 2024, les gouvernements canadien et américain [ont utilisé la DPA](#) pour fournir 16 millions de dollars au développeur de mines de cobalt Fortune Minerals, basé en Ontario, pour une mine dans les Territoires du Nord-Ouest et une raffinerie en Alberta, et 16,3 millions de dollars à Lomiko Metals, une société d'exploration de graphite au Québec.³¹ Ce sont des signes encourageants, même si les sommes sont peu importantes.



La Chine défendra farouchement ses avantages. Elle utilise sa position dominante pour inonder les marchés, faire baisser les prix et empêcher les investissements dans la production de nouveaux minéraux critiques.

La [stratégie américaine en matière de tarifs douaniers](#) pour 2024 pourrait représenter un encouragement supplémentaire pour le Canada. Les droits de douane sur les batteries aux ions de lithium pour les véhicules électriques (VE) et les pièces détachées en provenance de Chine devraient passer de 7,5 % à 25 %, tandis que pour les batteries aux ions de lithium pour les véhicules autres que les VE, ils augmenteront dans la même proportion en 2026. Quant aux droits de douane sur le graphite naturel et les aimants permanents, ils passeront de 0 % à 25 % en 2026.³² Selon les dispositions régissant le libre-échange nord-américain, ces mesures devraient fournir un avantage commercial aux minéraux critiques canadiens entrant aux États-Unis.

La Chine défendra farouchement ses avantages. Elle utilise sa position dominante pour inonder les marchés, faire baisser les prix et empêcher les investissements dans la production de nouveaux minéraux critiques. Il s'agit d'un scénario familier. En 1986, et à nouveau en 2014, l'OPEP a fait usage de son pouvoir pour inonder le marché de pétrole et faire baisser les prix mondiaux. Elle voulait rendre la tâche plus difficile à ses nouveaux concurrents dont les coûts sont plus élevés, en mer du Nord et au Mexique d'abord et, plus tard, aux États-Unis (gaz et pétrole de schiste) et au Canada (sables bitumineux).

La Chine adopte actuellement la stratégie de l'OPEP sur un marché des minéraux critiques qui souffre déjà du ralentissement de la demande de véhicules électriques. La faiblesse des prix des matières premières qui en résulte fait qu'il est difficile pour les sociétés minières basées dans des économies de marché de persuader



leurs actionnaires d'investir dans de nouvelles mines. Les politiques doivent tenir compte de cet écart qui existe entre les forces du marché à court terme et les besoins stratégiques à long terme. Les petites sociétés minières qui se chargent généralement de l'exploration et du développement de nouveaux gisements sont grandement tributaires des nouveaux capitaux, dont une grande partie provenait de la Chine jusqu'à récemment.

Le Canada est la seule démocratie de marché à disposer d'abondants gisements de cobalt, de lithium, de graphite et de nickel, et notre pays est situé juste à côté du plus grand et du plus important marché mondial sur le plan stratégique. Dans le passé, les sables bitumineux se sont heurtés à des obstacles techniques et financiers similaires, mais la recherche bien financée par le gouvernement de l'Alberta, l'investissement public direct dans l'usine Syncrude et, enfin, les incitations fiscales et les redevances coordonnées au niveau fédéral et provincial ont contribué à leur développement.

Le Canada, les États-Unis et d'autres pays amis peuvent élaborer un nouvel ensemble de solutions pour relever les défis actuels. Il pourrait s'agir de coopérer pour mobiliser davantage de capitaux que ce que le marché est prêt à fournir et de couvrir les risques en bloquant les prix à long terme.

Comme l'a fait remarquer un participant à l'une de nos tables rondes, « le Canada est engagé dans une bataille mondiale pour protéger sa part du marché des minéraux. Dans une industrie à forte intensité de capital et à longs délais de livraison, nous sommes en concurrence avec des acteurs financièrement avantagés, qui n'ont

pas à se soucier des lois du marché et dont l'orientation stratégique est la domination plutôt que le retour sur le capital déployé : nous ne pouvons pas jouer avec les mêmes jouets que ceux que nous utilisons jusqu'à présent ».

Quelles politiques devons-nous donc mettre en place *dès maintenant* pour garantir que le Canada « pèse plus » dans le domaine des minéraux critiques?

RECOMMANDATIONS

1. Concevoir un Pacte de l'auto pour les minéraux critiques. Il s'agirait d'une approche Canada-États-Unis du développement, du transport et de l'utilisation des minéraux critiques, dans le cadre de laquelle nous accorderions mutuellement un traitement national tout au long de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour les incitations fiscales et les programmes de subventions. Le Canada jouirait d'une certaine sécurité en ce qui concerne la demande nécessaire pour encourager les investissements. Une tarification à long terme ou l'utilisation de réserves stratégiques pour soutenir les prix pourraient également être nécessaires. Les États-Unis de leur côté jouiraient d'une plus grande sécurité d'approvisionnement, nécessaire pour gérer les risques géopolitiques. Dans le cadre de ce pacte, le Canada accorderait aux minéraux critiques un traitement de proportionnalité similaire à celui accordé au pétrole brut dans l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. Ce pacte sur les minéraux critiques pourrait être étendu à des pays partageant les mêmes idées, à la discrétion du Canada et des États-Unis.

2. Utiliser notre influence au sein du G7:

Nous pouvons utiliser la position du Canada, prochain président du G7, pour faire adopter, lors du sommet de Kananaskis en 2025, des mesures en faveur du développement des minéraux critiques au profit des pays du G7. Ces mesures commenceraient par faciliter les investissements collaboratifs dans les minéraux critiques afin d'accélérer le développement et de réduire les moyens de pression potentiels dont disposent actuellement la Chine et d'autres pays en raison de leur domination. En travaillant ensemble, les membres du G7 ouvriraient à d'autres pays amis la multilatéralisation ciblée d'un pacte sur les minéraux critiques.

3. Nous défendre contre les manipulations de la Chine. Disposer de mesures de défense contre la manipulation par la Chine des marchés des minéraux critiques et des terres rares, effectuée dans le but de contre-carrer les nouveaux développements miniers. La Chine cherche à faire baisser les prix des matières premières et à décourager ainsi les investissements, en s'arrangeant pour que les signaux à court terme du marché soient contraires aux exigences de l'économie et de la sécurité à plus long terme. Tout comme dans le cas de l'exploitation des sables bitumineux, nous devons réfléchir à la manière de faire en sorte que les politiques publiques exercent une influence sur l'importance géoéconomique à long terme des minéraux critiques.

4. Travailler dès maintenant sur des mesures d'accélération. Il s'agirait notamment de réformes réglementaires nationales et trans-

frontalières et de la coordination des moyens de faciliter le consentement préalable, libre et éclairé des communautés autochtones. Il pourrait s'agir d'exams réglementaires conjoints ou menés uniquement par les Autochtones et de l'appropriation par les Autochtones des projets d'exploitation des ressources.

3c. Peser plus grâce à un Pacte de l'auto 2.0 pour l'énergie et l'environnement

Le Canada est le quatrième [producteur mondial](#) de pétrole et le cinquième producteur mondial de gaz naturel.³³ Il a été un [chef de file de la première heure](#) du développement de l'hydrogène.³⁴ C'est le troisième producteur [d'énergie hydroélectrique](#).³⁵ C'est le deuxième producteur et exportateur [d'uranium](#), derrière le Kazakhstan.³⁶ C'est le sixième producteur [d'énergie nucléaire](#).³⁷ À l'instar de ce qui se passe pour l'industrie automobile, l'énergie traverse constamment la frontière canado-américaine dans un sens ou dans l'autre, grâce à plus d'une centaine de connexions de pipelines et de réseaux électriques – et il est possible d'en créer beaucoup d'autres. Le degré élevé d'intégration des infrastructures de transport d'énergie fait en sorte que l'on peut envisager une version binationale des corridors énergétiques préautorisés, une idée de longue date.

Que l'on considère ou non le Canada comme une superpuissance énergétique, il est incontestable que les atouts du Canada et des États-Unis dans le secteur de l'énergie font de nos deux pays une superpuissance capable



d'influer sur l'indépendance, l'accessibilité et la fiabilité de l'énergie au niveau national, ainsi que sur la sécurité énergétique et la décarbonation chez nos partenaires à l'étranger. La complémentarité entre le Canada et les États-Unis est remarquable à la fois dans la manière dont nous pouvons nous soutenir mutuellement et dans les atouts combinés que nous pouvons mettre en œuvre conjointement avec nos partenaires. Notre capacité à aider nos alliés de cette manière a été clairement démontrée en 2022 par nos politiques coordonnées pour stimuler la production de gaz et assurer des livraisons d'urgence de GNL à une Europe soudainement devenue vulnérable.

Les voies menant à la neutralité carbone convergent invariablement vers une utilisation accrue des énergies renouvelables non émettrices – nucléaire et éolien sur terre et en mer; pénétration accélérée du marché pour les pompes à chaleur et les véhicules non émetteurs; décarbonation des formes d'énergie existantes grâce entre autres au gaz naturel renouvelable, à la réduction du méthane et à la capture du carbone; développement des marchés du carbone – de sorte que la réduction des émissions ait un impact relativement faible sur l'emploi actuel.

Il y a également beaucoup à faire ensemble en ce qui concerne la décarbonation des systèmes énergétiques existants. Toutes les prévisions des organismes internationaux indiquent que le monde continuera d'utiliser du pétrole et du gaz pendant plusieurs décennies. La consommation mondiale de charbon est en fait [en augmentation](#), alors que le Canada et les États-Unis sont tous deux inondés de gaz

naturel à faible teneur en carbone.³⁸ Il n'y a que des avantages à innover et à agir ensemble.

Un pacte sur l'énergie et l'environnement entre les deux pays peut s'appuyer sur la lettre d'accompagnement bilatérale adressée à l'ACEUM et consacrée à l'énergie (le Mexique a été exclu de cette partie de l'accord). Cette lettre appelait à « une plus grande intégration des marchés nord-américains de l'énergie basés sur les principes du marché, concernant notamment l'ouverture des échanges et les investissements ». Le pacte s'appuierait sur le chapitre relatif à l'énergie de l'Accord de libre-échange de 1989, qui est d'une importance cruciale.



Le Canada est

le deuxième

producteur et exportateur d'uranium

le troisième

producteur d'énergie hydroélectrique

le quatrième

producteur de pétrole

le cinquième

producteur de gaz naturel

le sixième

producteur d'énergie nucléaire

Le volet énergétique du pacte

Le réseau électrique

Les analystes politiques américains nous disent se sentir particulièrement vulnérables aux interruptions d'électricité dues à une inadéquation de l'offre et de la demande, à des défaillances des infrastructures et à des cyberattaques. Le Canada et les États-Unis se soutiennent déjà mutuellement dans la fourniture d'électricité, mais ils peuvent faire encore plus. Un partage plus important de l'électricité profite aux deux parties, notamment sur le plan de la fiabilité de l'approvisionnement des ménages et de l'industrie.

Les Canadiens ont tendance à considérer la collaboration en matière d'électricité comme une voie à sens unique, les électrons circulant toujours du nord vers le sud. Bien que cela tende à être vrai sur une base nette, en février et mars 2024, plus d'électricité [a circulé des États-Unis](#) vers le Canada que l'inverse.³⁹

Les deux pays sont confrontés à une demande en forte hausse et à une offre restreinte : une recette pour l'inflation et la perturbation de l'offre.

Les juridictions traditionnellement excédentaires en électricité, telles que la Colombie-Britannique, le Manitoba et le Québec, deviennent déficitaires et refusent des opportunités de développement économique (des industries lourdes aux grappes de serveurs) à cause de l'incertitude de l'approvisionnement. Il est possible de rendre l'approvisionnement plus efficace en mettant l'électricité en commun.

La coopération peut également s'étendre à la lutte contre le syndrome « pas dans ma cour » qui bloque souvent le développement de nouvelles sources d'énergie garantissant une plus grande fiabilité à des prix plus abordables.

[Près de 85 %](#) de l'électricité produite au Canada provient de sources à faible teneur en carbone (hydroélectricité, nucléaire, énergies renouvelables), contre 40 % aux États-Unis.⁴⁰

Le Canada a donc un avantage pour attirer les investissements dans l'économie propre, comme la fabrication de batteries. Mais ce que nous voulons en définitive, c'est un marché continental uniforme. Nous pourrions nous appuyer sur le crédit d'impôt à la consommation pour les VE prévu par la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), qui est ouvert aux voitures et aux batteries fabriquées dans les pays ayant conclu des [accords de libre-échange](#) avec les États-Unis.⁴¹

Dans la mesure du possible, il est important que le Canada et les États-Unis transforment leur co-utilisation du formidable potentiel géologique de l'Amérique du Nord en une reconnaissance mutuelle sur le plan des politiques.

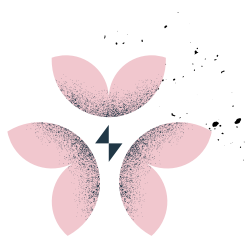
De gros réacteurs nucléaires et de petits réacteurs modulaires

L'Ontario et le Nouveau-Brunswick produisent à eux seuls suffisamment d'énergie nucléaire pour faire du Canada le sixième producteur mondial. Les réacteurs CANDU du Canada sont un peu moins fragiles sur le plan géopolitique, car ils dépendent moins que d'autres de l'enrichissement de l'uranium, une partie de la chaîne d'approvisionnement où la Russie domine.



Dans leur tentative d'obtenir la neutralité carbone pour l'électricité, les deux provinces se sont engagées à développer l'énergie nucléaire, soit en remettant en état les installations existantes, soit en développant de petits réacteurs modulaires (PRM). La Saskatchewan et l'Alberta étudient également la possibilité de rejoindre le club du nucléaire en construisant des PRM. Le gouvernement fédéral excluait le nucléaire de l'éligibilité aux obligations vertes en 2022, mais offre un crédit d'impôt pour le nucléaire depuis 2023.

Le premier PRM en cours de développement en Amérique du Nord est le [projet BWRX-300](#) de 300 mégawatts de Ontario Power Generation, qui alimentera 300 000 foyers.⁴² Il devrait être opérationnel à la centrale nucléaire de Darlington d'ici à 2028 et sera le premier de quatre PRM prévus sur le site. Les États-Unis suivent ce projet de près, car ils étudient eux aussi la possibilité de construire des PRM.



L'Ontario et le Nouveau-Brunswick produisent à eux seuls suffisamment d'énergie nucléaire pour faire du Canada le sixième producteur mondial.

L'uranium

Les États-Unis abritent [le plus grand parc](#) de réacteurs nucléaires au monde (au nombre de 94)⁴³; de nouvelles constructions y sont en cours pour la première fois depuis des décennies. Le Canada expédie de l'uranium aux États-Unis depuis le projet Manhattan (Seconde Guerre mondiale) et est aujourd'hui leur principal fournisseur, avec une part de marché de 27 %. Mais même depuis l'invasion de l'Ukraine, les États-Unis restent très dépendants du Kazakhstan, de la Russie et de l'Ouzbékistan pour près de la moitié de leur uranium, la dépendance étant encore plus grande à l'égard de la Russie pour l'enrichissement.

Les États-Unis sont de plus en plus soucieux de la vulnérabilité qu'entraîne cette dépendance. En avril 2024, le Congrès a adopté la loi sur l'interdiction des importations d'uranium russe (Prohibiting Russian Uranium Imports Act) avec un soutien bipartisan. Cette loi [interdit l'importation](#) d'uranium enrichi, sauf dans le cas où le secrétaire à l'Énergie obtiendrait une dérogation.⁴⁴ L'interdiction ouvre la voie à une intégration plus étroite avec le Canada en vue de la construction d'une chaîne continentale d'approvisionnement en combustible nucléaire pour le développement des réacteurs existants et futurs; ce combustible serait ensuite mis à la disposition de pays amis également désireux de réduire leur dépendance à l'égard de la Russie et de ses voisins. Nous avons déjà vu ce changement se produire en Ukraine. Le pays s'est sevré de l'uranium enrichi russe au profit du minerai provenant des mines du nord de la Saskatchewan exploitées par Cameco, basée à

Saskatoon, avec l'aide de l'emblématique société de technologie énergétique Westinghouse, désormais détenue par Cameco et Brookfield Business Partners, de Toronto. D'autres pays européens s'efforcent également de se libérer de l'influence russe.

Le pétrole brut

Les États-Unis ont dépassé la Russie et l'Arabie saoudite en devenant [le plus grand producteur de pétrole](#) au monde. Le Canada a lui aussi nettement augmenté sa production et occupe désormais la quatrième place en volume.⁴⁵

Aussi incroyable que cela puisse paraître, les États-Unis et le Canada ont pompé en 2023 à peu près le même volume de brut que l'Arabie saoudite et la Russie réunies; c'est un résultat historique qui réduit notre vulnérabilité commune aux forces géopolitiques malveillantes et nous permet d'offrir une protection similaire aux pays amis.

Les États-Unis exportent davantage de pétrole que nous, mais ces exportations sont en grande partie rendues possibles par l'augmentation constante des livraisons de brut du Canada au sud de la frontière, en particulier de brut lourd qui complète les qualités de pétrole de schiste plus légères des États-Unis. Aujourd'hui, environ **50 %** des importations de pétrole des États-Unis viennent du Canada.⁴⁶ Les États-Unis exportent du pétrole outremer depuis près d'une décennie et le Canada rejoint le club avec l'achèvement de l'oléoduc TMX, qui relie Edmonton au Pacifique. Ensemble, nous disposons d'outils importants pour réduire la capacité de la Russie à utiliser l'énergie à des fins militaires et nous pouvons faire pencher

la balance de la sécurité énergétique en faveur de nos alliés et partenaires de longue date.

Malgré les problèmes d'émissions posés par le pétrole, la demande mondiale augmente et devrait continuer à le faire au moins jusqu'à ce que les VE atteignent une masse critique. Cette tendance nous incite à décarboner notre pétrole et à tirer profit de ces efforts face aux pays autoritaires qui ne s'engagent guère dans la réduction des émissions. Quelle est la meilleure façon d'y parvenir? En partageant la recherche, le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies, telles que la capture du carbone et la réduction du méthane. Notre frontière énergétique intégrée rend absurde toute concurrence entre nous sur des questions telles que les subventions.

Le gaz naturel et l'hydrogène

En ce qui concerne le gaz naturel, la complémentarité est encore plus frappante, tout comme l'est la possibilité d'utiliser ce dernier pour promouvoir à la fois la sécurité énergétique mondiale et la réduction des émissions. La plupart des Canadiens ont entendu parler des sables bitumineux de l'Athabasca, mais peu connaissent la formation géologique de Montney, qui se trouve à cheval sur la frontière entre la Colombie-Britannique et l'Alberta. Il s'agit de l'un des plus grands gisements de gaz connus au monde; il stocke l'équivalent de près de 150 ans de consommation de gaz au Canada.

La formation de Montney contient un gaz dont la teneur en carbone est parmi les plus faibles du monde et se trouve à proximité de sources d'énergie propres. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le GNL de la Colombie-Britannique



pourrait avoir une intensité carbonique inférieure de 90 % à celle de ses concurrents. La géographie est également un atout. Grâce aux températures relativement froides du Canada, la liquéfaction (un processus de refroidissement qui fait passer le gaz à l'état liquide à des fins de transport) nécessite moins d'énergie. De plus, le nombre de jours d'expédition vers les marchés asiatiques est moindre en raison de la latitude de la Colombie-Britannique, ce qui se traduit, là encore, par une moindre consommation d'énergie.

Le Canada doit maintenant passer à la vitesse supérieure. LNG Canada à Kitimat, en Colombie-Britannique, devrait commencer ses activités en 2025, et le projet Cedar LNG de la Première nation Haisla en 2028. D'autres projets suivront. Mais pour maximiser l'avantage du Canada en matière d'énergie propre, la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral doivent travailler ensemble à l'acheminement de l'électricité vers ces installations de GNL éloignées. Là encore, le renforcement et l'élargissement nécessitent une accélération.

Le Canada et les États-Unis jouissent d'un partenariat gazier de longue date en Amérique du Nord. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de travailler ensemble à l'échelle mondiale. Toutes les installations américaines d'exportation de GNL sont situées sur l'Atlantique, avec un accès facile à l'Europe. Les cargaisons à destination de l'Asie connaissent des difficultés dues à la circulation dans le canal de Panama, rendue ardue par les conditions météorologiques et environnementales. En revanche, les installations de GNL approuvées par le Canada sont toutes tournées vers l'Asie. C'est donc un mariage stratégique parfait.

Le volet environnemental du pacte

La capture et le stockage du carbone

La capture et le stockage du carbone (l'élimination des émissions de dioxyde de carbone provenant de la production industrielle par leur stockage ou leur utilisation pour la fabrication de matériaux à base de fibre de carbone) sont largement considérés comme faisant partie intégrante des solutions menant à la neutralité carbone. Il est possible d'acheminer le carbone par des pipelines depuis des zones de production jusqu'à des sites d'enfouissement. L'Alberta et la Saskatchewan s'enorgueillissent de formations géologiques de séquestration de CO₂ parmi les meilleures au monde. Tout comme le pétrole et le gaz circulent des Prairies vers les marchés américains, le carbone capturé pourrait être renvoyé vers son lieu d'origine. Le même schéma pourrait s'appliquer dans l'autre sens, le long du fleuve Saint-Laurent et dans la ceinture industrielle des Grands Lacs; il existe peu de sites de séquestration du carbone de haute qualité à ces endroits au Canada, mais il s'en trouve un certain nombre dans les régions productrices de gaz de Pennsylvanie et de l'Ohio.



Ensemble, le Canada et les États-Unis disposent d'outils importants pour réduire la capacité de la Russie à utiliser l'énergie à des fins militaires. Nous pouvons faire pencher la balance de la sécurité énergétique en faveur de nos alliés et partenaires de longue date.

Les mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Les pays dotés de politiques climatiques rigoureuses sont de plus en plus soucieux des situations de concurrence défavorable dans lesquelles se trouvent leurs industries si on les compare à celles des pays dotés de politiques climatiques permissives. Ainsi, des juridictions telles que l'Union européenne mettent au point des mécanismes d'ajustement aux frontières qui équivalent dans les faits à des droits d'importation basés sur la teneur en carbone. En l'absence de règles communes, ces tarifs douaniers sont susceptibles d'être utilisés à mauvais escient et pourraient déclencher une guerre des tarifs douaniers sur le carbone. Compte tenu du niveau élevé d'intégration économique entre le Canada et les États-Unis, il serait logique d'introduire ensemble un mécanisme d'ajustement frontalier quel qu'il soit et de le mettre ensuite à la disposition des autres pays désireux de rejoindre notre « club carbone ».

Les marchés du carbone

Selon les recherches, il serait possible, si l'on s'y attaquait collectivement, de faire baisser de quelque 250 milliards de dollars par an d'ici à 2030 le coût de la réalisation des objectifs



En outre, à titre d'exportateurs nets d'énergie, nos deux pays ont intérêt à mettre en œuvre des mesures conformes à l'article 6 de l'Accord de Paris.

de réduction des émissions de l'Accord de Paris. [Il est nécessaire](#) d'établir des marchés pour la fixation des prix et l'échange de droits d'émission.⁴⁷ Le seul qui existe en Amérique du Nord se limite au Québec et à la Californie. Un marché du carbone commun au Canada et aux États-Unis offrirait une meilleure liquidité et permettrait d'appliquer des règles communes.

En outre, à titre d'exportateurs nets d'énergie, nos deux pays ont intérêt à mettre en œuvre des mesures conformes à [l'article 6 de l'Accord de Paris](#).⁴⁸ Ce dernier a été adopté pour garantir que les exportations, en particulier celles qui ont des conséquences positives pour les émissions mondiales, ne feraient pas l'objet d'une discrimination. Prenons l'exemple du gaz de la Colombie-Britannique. Si la province exportait davantage de gaz, elle réduirait les émissions mondiales, mais, ce faisant, augmenterait les émissions du Canada. L'article 6 est censé résoudre cette quadrature du cercle, mais il est bloqué depuis des années. Le Canada et les États-Unis devraient collaborer et recruter des pays partageant les mêmes idées pour faire pression en faveur de l'adoption de l'article 6 ou d'un accord le remplaçant.

Exporter le concept de passage du charbon au gaz

Plusieurs décennies après le début de la crise climatique, le succès le plus marquant de l'Amérique du Nord en matière de réduction des émissions repose sur le passage du charbon au gaz dans les systèmes de production d'électricité. Aux États-Unis, ce processus a été stimulé par l'innovation et les forces du marché, à savoir la révolution du schiste; elle a produit un gaz abondant et bon marché qui, à son tour, a remplacé la production d'électricité à partir



du charbon. Au Canada, les [émissions globales](#) ont diminué de 7,7 % (49 mégatonnes) entre 2005 et 2022, principalement grâce au succès de l'Alberta et de l'Ontario dans l'élimination progressive du charbon, qui a contribué à l'équivalent de 136 % (67 mégatonnes) de cette réduction.⁴⁹ Grâce à leurs capacités considérables d'exportation de GNL depuis les côtes atlantique et pacifique, le Canada et les États-Unis disposent d'une formidable possibilité de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre par le remplacement du charbon au niveau mondial.

Ce n'est qu'un exemple de plus de la manière dont nos pays – à eux deux, un colosse mondial de l'énergie – peuvent unir leurs forces complémentaires pour renforcer l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord et la sécurité énergétique mondiale. En concluant un pacte Canada-États-Unis pour l'énergie et l'environnement, ils peuvent soutenir leurs intérêts nationaux respectifs, rechercher une multilatéralisation en ciblant les démocraties de marché aux vues similaires, réduire la dépendance par rapport aux États autoritaires et fournir une réponse plus énergique au changement climatique.

RECOMMANDATIONS

1. Concevoir un Pacte de l'auto pour l'énergie et l'environnement. Entamer une discussion sur un Pacte de l'auto 2.0 pour l'énergie et l'environnement qui s'appuierait sur les principes d'indépendance énergétique, de sécurité, d'accessibilité financière, d'énergie propre et de décarbonation (neutralité carbone). Le pacte donnerait droit, des deux côtés de la frontière, au « traitement national » sans tarifs douaniers, mais en incluant des mesures telles que les

subventions, en partant du principe qu'un espace énergétique commun profite aux deux pays.

2. Ressusciter une clause de proportionnalité.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, ce pacte ressusciterait le concept de clause de proportionnalité de l'Accord de libre-échange de 1989, en l'occurrence pour la fourniture d'uranium canadien aux États-Unis. Il explorerait une approche commune de la « continentalisation » de la chaîne d'approvisionnement, où le Canada a déjà une longueur d'avance. Il faudrait y ajouter un point concernant l'enrichissement de l'uranium.

3. Mettre en œuvre l'Article 6. Le Canada et les États-Unis collaboreraient au niveau international dans des domaines tels que la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris.

4. Remplacer les combustibles à fortes émissions par le gaz.

Le Canada et les États-Unis travailleraient ensemble à l'utilisation transitoire du gaz nord-américain pour remplacer les combustibles à fortes émissions, ce qui contribuerait à décarboner les réseaux électriques asiatiques et européens et à réduire les émissions mondiales. En « continentalisant » l'approvisionnement énergétique et les stratégies de réduction des émissions, pour contribuer à la sécurité climatique et à l'accessibilité, la fiabilité et la sécurité énergétiques, le Canada créerait des conditions plus favorables pour obtenir un traitement préférentiel dans le cadre de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) et créerait des arguments qui lui seraient utiles lors de toute révision de l'ACEUM. Dans la mesure du possible, ces avantages seraient étendus à nos partenaires communs dans le monde.

3d. Peser plus grâce à un Pacte de l'auto 2.0 pour les technologies de pointe

L'innovation technologique a toujours été le moteur de l'avantage concurrentiel et militaire. La rivalité stratégique actuelle entre les États-Unis et la Chine concerne principalement la technologie : la concurrence consiste surtout à savoir qui sera le plus inventif pour établir les normes des infrastructures numériques de nouvelle génération que tout le monde utilisera. Le Canada doit déterminer les domaines dans lesquels il peut acquérir un avantage concurrentiel. L'ingéniosité ne se traduit pas automatiquement en actifs stratégiques, contrairement à ce qui se passe pour la géologie et la géographie.

Les progrès technologiques, en particulier la diffusion rapide de technologies à usage général telles que l'intelligence artificielle, sont à la base de presque toutes nos recommandations dans les trois domaines que nous avons déjà explorés pour les Pactes de l'auto 2.0. Les technologies sont les catalyseurs, les amplificateurs et les outils dont dépendent les autres stratégies sectorielles de « continentalisation ».

L'intelligence artificielle joue un rôle de plus en plus important dans la découverte de gisements. L'innovation en matière de processus et de produits continue d'occuper une place majeure dans l'exploration des minéraux critiques, leur extraction, leur traitement et leur utilisation, dans les batteries et autres composants.

Les technologies qui exploitent l'intelligence artificielle, telles que les systèmes de radar transhorizon et de surveillance sous-marine, sont d'une importance vitale pour la protection de l'Arctique contre les potentielles incursions sous-marines et aériennes, sur terre et en mer, et dans l'espace. Les technologies vertes de pointe sont également essentielles pour accroître l'efficacité de la production, du stockage et du transport de l'énergie à faible teneur en carbone et pour décarboner les formes d'énergie actuelles, qui seront encore présentes pendant un certain temps. En d'autres termes, les technologies de pointe font déjà partie du renforcement et de l'accélération des accords sectoriels continentaux. Et elles feront certainement partie de leur élargissement.

Nous considérons l'innovation et l'adaptation technologiques comme horizontales, dans la mesure où tous les secteurs d'importance stratégique pour le Canada (et toutes nos recommandations précédentes) dépendent de l'utilisation par le Canada de technologies de pointe pour tirer parti de nouvelles opportunités et relever les défis auxquels il est confronté. Le Canada doit être à la pointe de la technologie pour rester proche des réalités, sans parler de « peser plus ».

De larges piliers technologiques doivent également être pris en considération : l'informatique de nouvelle génération, les nanotechnologies, la recherche sur les cellules souches, la biologie synthétique, les matériaux avancés et la fabrication de pointe. Les États-Unis s'efforcent, à travers leur loi sur les mesures d'incitation à la



Le Canada doit déterminer les domaines dans lesquels il peut acquérir un avantage concurrentiel. L'ingéniosité ne se traduit pas automatiquement en actifs stratégiques, contrairement à ce qui se passe pour la géologie et la géographie.

production de semi-conducteurs (CHIPS and Science Act) et celle sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), de même que par d'autres mesures, de relocaliser chez eux la fabrication de semi-conducteurs avancés concentrée à Taïwan. Les pénuries de semi-conducteurs dues aux chaînes d'approvisionnement qui ont été révélées pendant la COVID ont servi d'avertissement à propos du chaos qu'entraînent des chaînes d'approvisionnement fragiles, trop concentrées dans des endroits vulnérables ou « inamicaux ».

Le Canada doit trouver sa place dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, c'est-à-dire là où des besoins existent et là où il a des atouts pour y répondre. Lors de nos consultations, il a beaucoup été question des semi-conducteurs. Les États-Unis sont en train de développer deux pôles nationaux de fabrication, l'un en Arizona et l'autre dans le nord de l'État de New York. Le pôle new-yorkais sera proche d'une [usine IBM](#) de Bromont (Québec), vieille de 52 ans, qui se spécialise dans l'assemblage

de microprocesseurs, c'est-à-dire l'intégration de nombreux composants dans un seul élément pour un effet maximal.⁵⁰ Le marché mondial devrait avoir plus que doublé en dix ans, d'ici à 2028. Selon le cabinet d'études de marché Technavio, la croissance au cours des quatre années à venir est estimée à plus de 20 milliards de dollars américains.

Les autres exemples ne manquent pas. Fondée par un ancien officier de l'Aviation royale canadienne, l'entreprise montréalaise CAE vend dans le monde entier depuis des décennies du matériel aéronautique de pointe, notamment des simulateurs de vol; ces dernières années, elle a étendu ses activités dans le domaine des systèmes de formation pour une clientèle civile et militaire. CAE forme chaque année quelque 1 500 pilotes et opérateurs de capteurs des forces aériennes, des forces navales et des marines américains. Quant à la société WESCAM de Hamilton, fondée dans les années 1950, elle fournit de puissants systèmes d'imagerie à plus de 80 pays, qui les utilisent pour l'équipement militaire, le maintien de l'ordre et les événements sportifs tels que les courses NASCAR.

Le Canada dispose d'un grand nombre d'atouts discrets de cet ordre qui peuvent soutenir une stratégie « Peser plus » continentale. En partenariat, les gouvernements des États-Unis et du Canada peuvent mettre en place des accords-cadres qui incitent les entreprises des deux côtés de la frontière à effectuer ensemble des achats, à construire ensemble des chaînes d'approvisionnement et à définir ensemble des normes pour les technologies de nouvelle génération.

Lors de nos tables rondes et de nos entretiens, y compris avec des Américains, nous avons senti beaucoup de respect pour les principaux chercheurs canadiens en intelligence artificielle, qui se trouvent en amont de la chaîne de valeur de l'IA. Le Canada se classe [au cinquième rang](#) mondial pour sa capacité en matière d'IA, selon un indice mondial qui évalue les pays en fonction de leur niveau d'investissement, d'innovation et de mise en œuvre de l'intelligence artificielle.⁵¹ Nous nous classons au troisième rang du G7 pour le financement total par habitant mobilisé pour les entreprises d'IA, et au quatrième rang mondial pour le nombre d'entreprises d'IA générative [par habitant](#).⁵² En 2023, le Canada comptait plus de 1 500 entreprises d'IA et quelque 150 d'entre elles avaient mobilisé 2,5 milliards de dollars d'investissements. Néanmoins, le Canada est clairement à la traîne en ce qui concerne la commercialisation de ses recherches et l'adoption de l'IA par les entreprises; son taux d'adoption est l'un des plus faibles des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et



Lors de nos tables rondes et de nos entretiens, y compris avec des Américains, nous avons senti beaucoup de respect pour les principaux chercheurs canadiens en intelligence artificielle, qui se trouvent en amont de la chaîne de valeur de l'IA.

l'avant-dernier du G7. De plus, si l'on ne tient compte que des infrastructures d'IA, le Canada [se classe au 23e rang](#).⁵³

Pour réussir d'un bout du spectre (recherche) à l'autre (commercialisation et adoption), il faut faire preuve de persévérance et développer les talents. Les décideurs politiques ne peuvent pas se permettre de ralentir les investissements publics dans la recherche, ni le recrutement de chercheurs vedettes qui attireront ces investissements. Les gouvernements doivent financer les infrastructures – de l'informatique aux laboratoires – qui attireront et retiendront les meilleurs talents. Ils ne peuvent pas faire l'impasse sur l'étape cruciale qui consiste à soutenir les programmes et les accélérateurs présentant les meilleurs résultats pour aider les scientifiques à commercialiser leurs recherches. Le Canada est depuis longtemps à la pointe de la production d'énergie propre, qui sert aujourd'hui de matière première aux besoins informatiques. Mais même le Québec, superpuissance hydroélectrique, se détourne des opportunités économiques à mesure que les déficits en électricité se matérialisent. De plus, l'IA générative est extrêmement énergivore. Le pays ne peut pas gaspiller son avantage en matière d'électricité propre s'il veut « peser plus ».

Un pays ne peut pas prospérer s'il n'est que « bon dans la recherche ». Les meilleurs chercheurs du monde veulent travailler sur les meilleures solutions de leur catégorie. Ainsi, les cerveaux se déplacent; le Canada doit donc continuellement renouveler son investissement dans le capital humain tout en cherchant des solutions au défi permanent de l'application de ces connaissances – en



particulier la commercialisation. Cette réalité s'impose aussi bien pour les sciences de la vie que pour les autres secteurs tributaires de la technologie.

Tout dépend de l'amélioration des capacités d'adoption de l'innovation dans les secteurs privé et public. L'adoption est évidemment nécessaire pour tirer un avantage concurrentiel de l'innovation, mais elle produit également un cercle vertueux dans lequel l'innovation attire et retient les innovateurs qui, à leur tour, veulent travailler dans des écosystèmes innovants de premier plan.

Il est fondamental que le Canada s'engage plus fortement en faveur de l'excellence technologique pour pouvoir « peser plus » vis-à-vis des États-Unis et de ses autres alliés. Le secteur privé doit mieux commercialiser notre recherche innovante et doit faire mieux dans l'adoption des technologies de pointe. Quant au secteur public, il doit mieux utiliser les marchés publics pour soutenir nos innovateurs, comme il l'a fait par le passé en contribuant à l'essor d'une industrie canadienne des télécommunications axée sur la recherche et compétitive au niveau mondial.

Des données inquiétantes semblent indiquer que le secteur privé au Canada est particulièrement lent à investir dans la R et D et la formation de la main-d'œuvre.

Nous devons corriger cette situation. Fini les excuses.

RECOMMANDATIONS

1. Faire les bons choix en matière de R et D.

Deux de nos secteurs pour peser plus offrent au Canada la possibilité de jouer un rôle de premier plan. Dans les secteurs des minéraux critiques

et de l'énergie, le Canada dispose de ressources de premier ordre, mais leur exploitation dépend d'une technologie de pointe. L'influence du Canada dans ces deux secteurs dépend de choix intelligents dans le développement et l'utilisation de la technologie, ainsi que dans le recrutement et le développement des talents. Le Canada doit déterminer rapidement où il peut apporter la plus grande valeur ajoutée.

2. Mettre en place un cadre nord-américain.

Le Canada doit choisir en amont les technologies de nouvelle génération dans lesquelles investir. Ces choix doivent se fonder sur un avantage comparatif et sur un jugement éclairé quant aux technologies qui seront fondamentales dans d'autres secteurs. Nous devons continuer à attirer des chercheurs de classe mondiale, mais aussi soutenir ceux qui développent des applications dynamiques en aval. Le Canada doit travailler en étroite collaboration avec les États-Unis pour créer des stratégies continentales qui permettront de mettre en place des chaînes d'approvisionnement intégrées pour les processus et les produits de pointe. Nous devons consacrer du temps, de l'énergie et des ressources à la création de mécanismes communs pour l'acquisition conjointe de technologies de pointe dont nos deux pays auront collectivement besoin pour renforcer la sécurité.

En exerçant une influence prépondérante dans les technologies qui sont importantes pour les accords sectoriels que nous avons ciblés – des technologies qui s'appuient sur l'IA, l'informatique quantique et l'informatique de nouvelle génération –, nous avons la possibilité de « peser plus ». À défaut d'exercer cette influence, nous allons inéluctablement peser moins.

Conclusion

La stratégie « Peser plus » s'applique d'abord chez soi. Le Canada est la neuvième économie mondiale – plus petite que la Russie et plus grande que le Brésil.

Son économie est suffisamment grande pour être importante, mais elle recule lentement dans le classement. De plus, le Canada est une économie en déclin par rapport aux États-Unis. L'ancienne règle des 10 % ne s'applique plus : notre population représente peut-être 12 % de celle du géant voisin, mais notre PIB n'atteint même pas 8 % du sien. Les économies de la Californie, du Texas et de New York sont aussi importantes, voire plus importantes, que celle du Canada; il y a 20 ans, les PIB du Texas et du Canada étaient égaux, mais celui du Texas est aujourd'hui de 20 % supérieur à celui du Canada.

Selon nous, ce déclin est tout à fait réversible. Le Canada dispose d'une multitude d'atouts pour accroître sa prospérité et conforter sa place en Amérique du Nord et dans le monde. Dans ce rapport, nous avons présenté une stratégie en quatre volets visant à « peser plus », grâce à un engagement renouvelé en faveur de la défense dans l'Arctique et à une plus grande attention portée aux actifs et aux capacités clés, en particulier dans les domaines des minéraux critiques, de l'énergie et de l'environnement, et de la technologie.

Ce sont des domaines dans lesquels les États-Unis ont besoin du Canada, tout comme le Canada a besoin des États-Unis. Lorsque nous sommes ensemble, le continent devient plus fort et plus prospère et nous sommes un partenaire plus efficace pour nos amis et alliés. Mais la taille, le taux de croissance et la productivité sont autant d'éléments qui comptent.

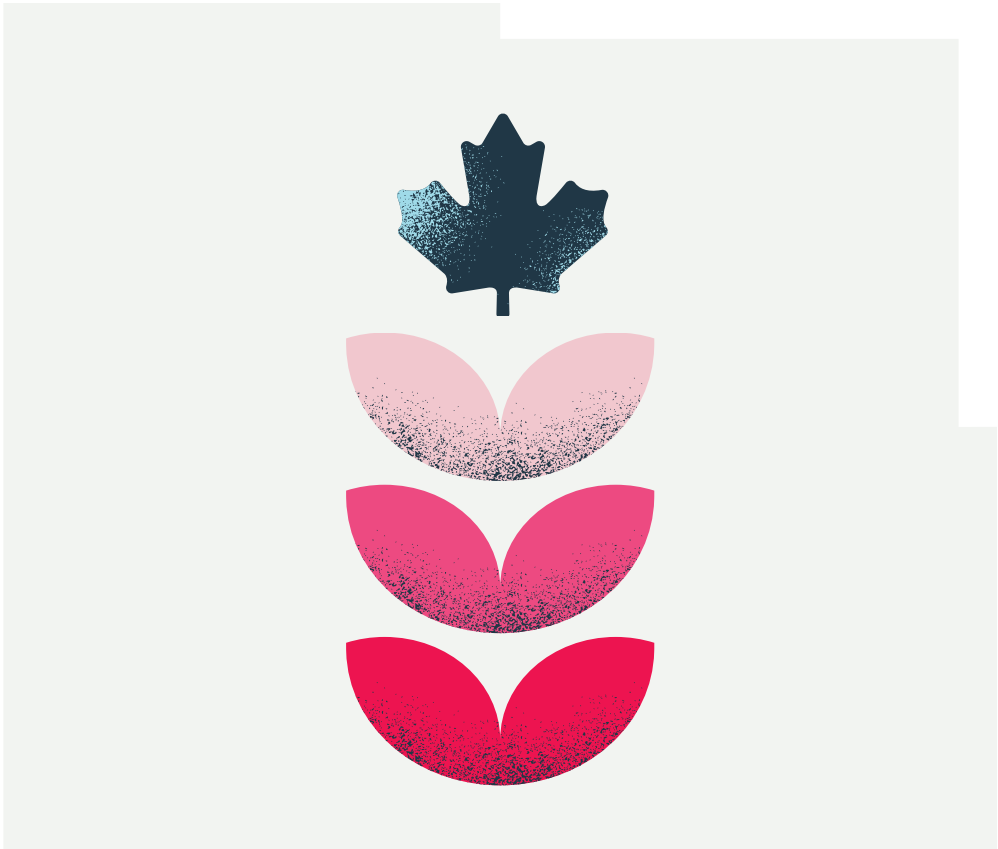
Les négociations avec les États-Unis ne seront pas faciles. Elles ne l'ont jamais été et ne le seront pas davantage dans

un contexte marqué par le protectionnisme et le nationalisme. Un Washington démocrate offre le premier. Un Washington républicain offre les deux. Avec une autre présidence Trump, le pays serait également prédisposé au ressentiment et au chaos.

Mais que peut faire un pays dont l'influence est limitée si ce n'est tirer le meilleur parti de cette situation?

Ce rapport constate que le destin du Canada est en grande partie déterminé par la géographie. Notre pays ne peut pas échapper à l'attraction gravitationnelle des États-Unis, et il ne devrait pas désirer le faire. Le monde est en train de se découpler, les États-Unis étant en concurrence pour la prédominance avec une Chine en pleine ascension et une Russie déstabilisante. Nous savons d'instinct dans quel camp nous nous trouvons, et l'analyse nous le confirme, même si l'orbite des États-Unis devient de plus en plus instable.

Nous avons ce dont nos alliés ont besoin. Les décisions autrefois essentiellement



économiques sont aujourd'hui aussi des décisions géopolitiques, et un bon allié se doit d'agir en conséquence. Le Canada a des cartes à jouer; nous pouvons « peser plus » grâce à des stratégies intelligentes et à une mise en œuvre efficace. Nous ne sommes certainement pas seuls et il n'y a aucune raison d'être à la dérive.

Au contraire, les circonstances actuelles font en sorte que le Canada est plus important que jamais pour les États-Unis – et pour le monde.

Le monde a réellement besoin de plus de Canada. Les États-Unis en ont besoin. Nos autres alliés aussi. Mais c'est à nous d'agir pour que les choses se concrétisent.

Notes en fin de texte

- 1 Maison-Blanche (29 juin 2016). Remarks by President Obama in Address to the Parliament of Canada. Gouvernement des États-Unis. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/06/30/remarks-president-obama-address-parliament-canada>.
- 2 Picchi, A. (20 juin 2024). Trump is proposing a 10% tariff. Economists say that amounts to a \$1,700 tax on Americans. CBC News. <https://www.cbcnews.com/news/trump-tariffs-proposal-10-percent-1700-cost-per-us-household/>
- 3 Boynton, S. (23 avril 2024). Canada will take bigger economic hit than U.S. if Trump wins election: report. Global News. <https://globalnews.ca/news/10444185/donald-trump-us-election-economy-tariffs-canada/>
- 4 Congressional Research Service (service de recherche du Congrès) (8 juillet 2024). U.S.-Canada Trade Relations. Bibliothèque du Congrès. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF12595>
- 5 Service des délégués commerciaux du Canada (18 mars 2024). Accords de libre-échange du Canada. Gouvernement du Canada. https://www.delegatescommerciaux.gc.ca/fta-ale-canada.aspx?lang=fra&_ga=2.110032005.1854952694.1724519508-1133597160.1724519508
- 6 Auteur inconnu (s. d.). Canada Exports by Country. *Trading Economics*. <https://tradingeconomics.com/canada/exports-by-country>
- 7 Ressources naturelles Canada (7 août 2024). À propos de l'énergie renouvelable au Canada. Gouvernement du Canada. https://ressources-naturelles.canada.ca/nos-ressources-naturelles/sources-denergie-reseau-distribution/energies-renouvelables/propos-lenergie-renouvelable/7296?gl=1*1pf8651*_ga*NTMzMTCxMjA1LjE3MjQ1M-jA1MzQ.*_ga_C2N57Y7DX5*MTcyNDUyMDUzNC4xL-jAuMTcyNDUyMDUzNC4wLjAuMA
- 8 Auteur inconnu (22 février 2022). U.S. Geological Survey Releases 2022 List of Critical Minerals. U.S. Geological Survey. <https://www.usgs.gov/news/national-news-release/us-geological-survey-releases-2022-list-critical-minerals>
- 9 Le Canada et les régions circumpolaires. Affaires mondiales Canada. Consulté le 19 juillet 2024. https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/arctic-arctique/index.aspx?lang=fra
- 10 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (22 septembre 2022). Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord. Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1560523306861/1560523330587>
- 11 Teeple, N. (s. d.). The Future of Canadian Participation in Missile Defense. <https://www.northcom.mil/Portals/28/TeepleFinalw-Disclaimer.pdf>
- 12 Gronholt-Pedersen, J. et Fouche, G. (16 novembre 2022). Dark Arctic: NATO allies wake up to Russian supremacy in the region. Reuters. <https://www.reuters.com/graphics/ARCTIC-SECURITY/zgvobmbirpd/>
- 13 Coyne, T. (31 juillet 2024). Canadian military encounters Chinese research vessel in Arctic, warns competitors are “probing” infrastructure. CTV News. <https://bc.ctvnews.ca/canadian-military-encounters-chinese-research-vessel-in-arctic-warns-competitors-are-probing-infrastructure-1.6984965>
- 14 Otis, D. (2 mars 2023). New details emerge into when Canada knew about suspected Chinese spy balloon. CTV News. <https://www.ctvnews.ca/canada/new-details-emerge-into-when-canada-knew-about-suspected-chinese-spy-balloon-1.6296945>; Buchholz, K. (6 février 2023). The Chinese Spy Balloon’s Path Across North America. Statista. <https://www.statista.com/chart/29242/chinese-balloon-flight-path/>

- 15 Ministère de la Défense nationale (3 mai 2024). Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée de la défense du Canada. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/nord-fort-libre-2024.html>
- 16 Cabinet du premier ministre (11 juillet 2024). Nouveau partenariat entre le Canada, la Finlande et les États-Unis. Gouvernement du Canada. <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2024/07/11/nouveau-partenariat-entre-canada-la-finlande-et-les-etats>
- 17 Ministère de la Défense nationale (9 mai 2024). Échéanciers du projet de modernisation du NORAD. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/allies-partenaires/norad/echeanciers-projet-modernisation-norad.html>
- 18 Ministère de la Défense nationale (24 février 2023). Un joyau dans l'espace : Le satellite canadien Sapphire continue de briller. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/feuille-derable/arc/2023/02/joyau-dans-l-espace-satellite-canadien-sapphire-continue-de-briller.html>
- 19 Withers, P. (14 mai 2024). New \$25M facility allows Canada's ocean scientists, military to share research. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/facility-for-intelligent-marine-systems-opens-at-bedford-institute-1.7203095>; Auteur inconnu (14 mai 2024). Nouveau centre collaboratif entre océanographes et militaires canadiens à Dartmouth. ICI Nouvelle-Écosse.
- 20 Cecco, L. (15 mai 2024). No internet, no phone: Canada wildfires expose fragility of rural infrastructure. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/article/2024/may/15/internet-access-rural-canada-wildfires>
- 21 Auteur inconnu (10 juin 2024). Les minéraux critiques du Canada. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/campagne/mineraux-critiques-au-canada/les-mineraux-critiques-une-occasion-pour-le-canada.html>
- 22 Lemelin-Bellerose, S. (22 avril 2024). Chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques : bâtir la résilience du Canada. Notes de la Colline. <https://notesdelacolline.ca/2024/04/22/chaine-dapprovisionnement-en-mineraux-critiques-batir-la-resilience-du-canada/>
- 23 Auteur inconnu (s. d.). Minerals for Climate Action. Banque mondiale. https://thedocs.worldbank.org/en/doc/761501550004005661-0110022019/render/CSMMiningforClimateActionInfographic2_8ilovepdfcompressed.pdf
- 24 Ressources naturelles Canada (12 mars 2024). Faits sur le minerai de fer. Gouvernement du Canada. https://ressources-naturelles.canada.ca/nos-ressources-naturelles/mines-materiaux/donnees-statistiques-et-analyses-sur-lexploitation-miniere/faits-mineraux-metiaux/faits-sur-le-mine-rai-de-fer/20594?_gl=1*ky7k0j*_ga=C2N57Y7DX5*MTcyNDYzMTY3Mi4yLjAuMTcyNDYzMTY3Mi4wLjAuMA
- 25 Ressources naturelles Canada (9 décembre 2022). Le ministre Wilkinson présente la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques, une initiative de 3,8 milliards de dollars qui permettra de saisir l'occasion d'une génération en matière de croissance propre et inclusive. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2022/12/le-ministre-wilkinson-presente-la-strategie-canadienne-sur-les-mineraux-critiques-une-initiative-de-38milliards-de-dollars-qui-permettra-de-saisir.html>
- 26 Auteur inconnu (25 mars 2022). Le Cercle de feu de l'Ontario. Gouvernement de l'Ontario. <https://www.ontario.ca/fr/page/le-cercle-de-feu-de-lontario>

- 27 Auteur inconnu (8 mars 2010). Text of the throne speech. *Toronto Star*. https://www.thestar.com/news/ontario/text-of-throne-speech/article_2f521638-aea7-56c5-8e9c-37629b2385ca.html
- 28 La Presse canadienne (18 juin 2024). Four First Nations sign deal with Ontario for new roads, other infrastructure near Ring of Fire. *The Globe and Mail*. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-four-first-nations-sign-deal-with-ontario-for-new-roads-other/>
- 29 Glaser, B.S. et Wulf, A. (2 août 2023). China's Role in Critical Mineral Supply Chains. German Marshall Fund. <https://www.gmfus.org/news/chinas-role-critical-mineral-supply-chains>
- 30 Auteur inconnu (24 juin 2021). China Baowu and Brazil's Vale to invest in Indonesian nickel project. Reuters. <https://www.reuters.com/article/idUSKCN2E01Z6/>
- 31 Ressources naturelles Canada (16 mai 2024). Le gouvernement du Canada et les États-Unis investissent ensemble dans le renforcement des chaînes de valeur des minéraux critiques. <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2024/05/le-gouvernement-du-canada-et-les-etats-unis-investissent-ensemble-dans-le-renforcement-des-chaines-de-valeur-des-mineraux-critiques.html>
- 32 Maison-Blanche (14 mai 2024). Fact Sheet: President Biden Takes Action to Protect American Workers and Businesses from China's Unfair Trade Practices. Gouvernement des États-Unis. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2024/05/14/fact-sheet-president-biden-takes-action-to-protect-american-workers-and-businesses-from-chinas-unfair-trade-practices/>
- 33 Centre canadien d'information sur l'énergie (24 avril 2024). Cahier d'information sur l'énergie, 2023-2024 : Pétrole, gaz naturel et charbon. Gouvernement du Canada. <https://information-energie.canada.ca/fr/faits-saillants-energie/petrole-gaz-naturel-charbon>
- 34 Auteur inconnu (s. d.). About Hydrogen. Conseil canadien de l'énergie. <https://energy.ca/naio/canadian-hydrogen/#:-:text=Innovation,hydrogen%20and%20fuel%20cell%20expertise>
- 35 Natural Resources Canada. (April 29, 2024). Hydroelectric energy. Government of Canada. <https://natural-resources.canada.ca/our-natural-resources/energy-sources-distribution/renewable-energy/hydroelectric-energy/25792>
- 36 Ressources naturelles Canada (3 juillet 2024). Faits sur l'uranium et l'énergie nucléaire. Gouvernement du Canada. https://ressources-naturelles.canada.ca/nos-ressources-naturelles/mines-materiaux/donnees-statistiques-et-analyses-sur-lexploitation-miniere/faits-mineraux-metiaux/faits-luranium-lenergie-nucleaire/20081?_gl=1*_16jl5q8*_ga*NTMzMTcxMjA1LjE3MjQ1MjA1MzQ.*_ga_C2N57Y7DX5*MTcyNDYzMzk4Ni4zLjEuMTcyNDYzNTczMjY4wLjAuMA
- 37 Power Reactor Information System (20 août 2024). Nuclear Share of Electricity Generation in 2023. Agence internationale de l'énergie atomique. <https://pris.iaea.org/pris/worldstatistics/nuclearshareofelectricitygeneration.aspx>
- 38 Bakx, K. (12 janvier 2024). 2024 is the year the world could reach peak coal use. But it's a tough habit to quit. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/bakx-coal-china-power-cop28-1.7080706>
- 39 Penn, I. (3 juin 2024). Abnormally Dry Canada Taps U.S. Energy, Reversing Usual Flow. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2024/06/03/business/energy-environment/canada-hydropower-electric-grids.html>
- 40 Dion, J. et Zhang, A. (26 juin 2024). Les provinces et territoires font de grands progrès sur le plan de l'électricité propre. Institut climatique du Canada. <https://440megatonnes.ca/fr/insight/provinces-territoires-progres-electricite-propre-2/by%20a%20thrid>

- 41 Auteur inconnu (s. d.). Energy system of Canada. Agence internationale de l'énergie. <https://www.iea.org/countries/canada>
- 42 Auteur inconnu (s. d.). Darlington SMR. Ontario Power Generation. <https://www.opg.com/projects-services/projects/nuclear/smr/darlington-smr/>
- 43 Auteur inconnu (30 avril 2024). How many nuclear power plants are in the United States, and where are they located? U.S. Energy Information Administration. <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=207&t=3#:~:text=How%20many%20nuclear%20power%20plants,power%20reactors%20in%2028%20states>
- 44 Ministère de l'Énergie des États-Unis (14 mai 2024). Russian Uranium Ban Will Speed Up Development of U.S. Nuclear Fuel Supply Chain. Gouvernement des États-Unis. <https://www.energy.gov/ne/articles/russian-uranium-ban-will-speed-development-us-nuclear-fuel-supply-chain#:~:text=President>
- 45 Auteur inconnu (21 septembre 2023). Oil and petroleum products explained: Where our oil comes from. U.S. Energy Information Administration. <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/where-our-oil-comes-from.php>
- 46 Auteur inconnu (21 janvier 2024). Oil and petroleum products explained. U.S. Energy Information Administration. <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/imports-and-exports.php>
- 47 Auteur inconnu (17 mai 2022). What You Need to Know About Article 6 of the Paris Agreement. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2022/05/17/what-you-need-to-know-about-article-6-of-the-paris-agreement>
- 48 DeMarco, L., Sullivan, K. et MacDonald, S. (30 novembre 2023). The Missing Article: How to get Canada back in the game on Article 6. Forum des politiques publiques. <https://ppforum.ca/publications/paris-agreement-climate-change-article-6/?output=pdf>
- 49 Environnement et ressources naturelles Canada (2 mai 2024). Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada : sommaire 2024." Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/emissions-gaz-effet-serre/sources-puits-sommaire-2024.html>
- 50 Auteur inconnu (26 avril 2024). IBM, Government of Canada, Government of Quebec Sign Agreements to Strengthen Canada's Semiconductor Industry. IBM. <https://newsroom.ibm.com/2024-04-26-IBM-Government-of-Canada-Government-of-Quebec-Sign-Agreements-to-Strengthen-Canadas-Semiconductor-Industry>
- 51 Auteur inconnu (s. d.). The Global AI Index. Tortoise Media. <https://www.tortoisemedia.com/intelligence/global-ai/>
- 52 Auteur inconnu (2023). Impact et opportunités : l'écosystème de l'IA au Canada en 2023. Deloitte. [Impact et opportunités: L'écosystème de l'IA au Canada en 2023 \(deloitte.com\)](https://www.deloitte.com/ca/fr/impact-et-opportunités-l'écosystème-de-l'ia-au-canada-en-2023)
- 53 Castaldo, J. (21 mars 2024). Canada's AI infrastructure does not compute. The Globe and Mail. <https://www.theglobeandmail.com/business/article-canadas-ai-infrastructure-does-not-compute/>

Remerciements

L'élaboration de ce rapport n'aurait pas été possible sans les efforts inlassables de **Mike Blanchfield** directeur, Énergie et Affaires internationales, FPP, de **Shweta Menon** (responsable des programmes, FPP), de **Christopher Waddell** (professeur émérite et ancien directeur de l'école de journalisme et de communication, université Carleton, Ottawa) et d'**Andre Fajardo** (maîtrise, Global Affairs, Munk School of Global Affairs & Public Policy, Université de Toronto). Ces personnes ont apporté leur soutien continu au projet en se consacrant à une multitude de tâches, notamment la gestion du projet, la recherche en politiques publiques et les entretiens, la rédaction et la révision.

CO-DIRECTION

Munk School of Global Affairs
& Public Policy, Université de
Toronto

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

ConocoPhillips Canada
Resources Corp.
Johnson & Johnson

COMMANDITAIRES

CAE Inc.
Enbridge Inc.
Microsoft Canada Inc.
Rio Tinto

ÉQUIPE DU FPP

Edward Greenspon
Président-directeur général

Marta Morgan
Conseillère spéciale auprès
du président

Alison Uncles
Vice-présidente
Médias et communications

Kathleen Gnocato
Vice-présidente
Engagement stratégique

Gareth Chappell
Directeur
Planification et Opérations

Kelly Cyr
Directrice principale
Événements et Services généraux

Marian Campbell Jarvis
Ex-membre de premier plan
issue du service public

Jay Khosla
Directeur général
Politiques économiques
et énergétiques

Arash Golshan
Responsable en matière
de politiques publiques

Colin Campbell
Directeur de la publication

Leila El Shennawy
Responsable des
communications numériques

Naushin Ahmed
Gestionnaire
Production et Gestion de marque

Chelsea Berry
Responsable des services
aux membres

Chanelle Rota
Spécialiste des événements

COLLABORATEURS

Anita Murray
Révision

Emmanuelle Demange
Traduction

Brandon Serbec
Illustration

Karen Ng-Hem
Conception graphique

